

Université de Montréal

Le rôle de la preuve dans la décision d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité au Canada

par  
Karine Rousseau-Dumont

École de criminologie  
Faculté des arts et des sciences

Travail dirigé présenté à la faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de Maître  
en science (M.Sc.) en criminologie, option criminalistique et informations

Avril 2015

© Karine Rousseau-Dumont, 2015

## **1. Résumé**

Ce travail dirigé cherche à documenter les perceptions des accusés quant aux différentes preuves retenues contre eux lors d'accusations criminelles ainsi que l'influence de la force de la preuve sur la décision de plaider coupable. La négociation de plaider de culpabilité étant très courante dans le système de justice canadien et l'avènement de nouvelles technologies guidant les professionnels et permettant l'exploitation de nouveaux types de preuves et de diverses techniques étant en constant mouvement, il est nécessaire d'étudier rigoureusement et de manière constante cette pratique. Pour ce faire, un questionnaire a été complété par 26 individus ayant eu des démêlés avec la justice et ayant plaidé ou ayant été trouvés coupables. Il a été observé que la grande majorité de ceux-ci (88.5%) plaident coupables. Parmi ces derniers, plus de la moitié soutiennent prendre cette décision avec pour principale raison la force de la preuve disponible contre eux. Lorsque les individus qualifient la preuve de forte, on retrouve toujours la présence d'au moins une preuve matérielle. Les résultats de ce travail mettent de l'avant que la crédibilité accordée à la preuve matérielle est généralement plus grande et moins variable que celle accordée à la preuve par témoignage. En ce sens, dans un but général d'amélioration des connaissances quant aux enjeux de cette pratique et afin d'adapter les politiques futures, la pertinence d'étudier davantage le rôle des différents types de preuves dans les décisions des accusés dans le système judiciaire est mise de l'avant.

Mots clés : Plaidoyer de culpabilité - force de la preuve – preuve matérielle – preuve par témoignage ou déclaration – perceptions des accusés – crédibilité de la preuve

## **2. Abstract**

This research paper aims to document the defendants' perceptions of the various evidence held against them in criminal cases and the influence that its strength has on the decision to plead guilty. The guilty plea bargain is a very common practice in the Canadian judicial system. Due to the advent of new technologies and various techniques in constant evolution guiding the professionals and enabling the exploitation of new types of evidence, it is necessary to carefully study this topic. To do so, 26 individuals having either pleaded guilty or been convicted were asked to complete a questionnaire. It was found that the majority of them (88.5%) had pleaded guilty. Amongst them, more than half based this decision on the strength of the evidence against them. Moreover, when the defendant qualifies evidence as strong, there is always at least one piece of physical evidence. The results of this paper shed light on the fact that the credibility given to physical evidence is usually larger and less variable than the credibility given to the witness evidence. With the overall aim of improving the knowledge about the implications of this practice and adapting future policies, it would be relevant to further investigate the impact of the different types of evidence on the defendants' decisions.

Keywords : Guilty plea – strength of evidence – physical evidence – witness or statement evidence – defendant's perceptions – evidence's credibility

# Table des matières

<b>1. Résumé</b>	<b>ii</b>
<b>2. Abstract</b>	<b>iii</b>
<b>3. Table des matières</b>	<b>iv</b>
<b>4. Liste des graphiques et des tableaux</b>	<b>vi</b>
<b>5. Introduction</b>	<b>7</b>
<b>6. Revue de la littérature</b>	<b>8</b>
<i>6.1. Le plaidoyer de culpabilité au Canada</i>	<i>9</i>
<i>6.1.1. Définitions</i>	<i>10</i>
<i>6.1.2. La position des différentes Commissions et de la Cour Suprême sur le plaidoyer de culpabilité au Canada</i>	<i>11</i>
<i>6.1.3. Avantages et inconvénients</i>	<i>12</i>
<i>6.1.3.1. Pour les juristes</i>	<i>12</i>
<i>6.1.3.2. Pour les accusés</i>	<i>14</i>
<i>6.1.3.3. Pour les victimes</i>	<i>15</i>
<i>6.1.3.4. Pour le public</i>	<i>15</i>
<i>6.1.4. Facteurs influençant la décision de plaider coupable</i>	<i>16</i>
<i>6.1.4.1. Facteurs individuels</i>	<i>16</i>
<i>6.1.4.2. Facteurs légaux</i>	<i>18</i>
<i>6.2. La preuve</i>	<i>20</i>
<i>6.2.1. Informations générales et évaluation de la preuve au Canada</i>	<i>21</i>
<i>6.2.2. Quelques résultats dans la littérature sur la preuve</i>	<i>23</i>
<b>7. Problématique, objectifs et hypothèses</b>	<b>26</b>
<b>8. Présentation des données et de la méthode</b>	<b>28</b>
<b>9. Présentation des résultats et discussion</b>	<b>34</b>
<i>9.1. Plaidoyer de culpabilité</i>	<i>34</i>
<i>9.1.1. Prévalence</i>	<i>34</i>
<i>9.1.2. Motifs décisionnels et caractéristiques des causes des accusés ayant plaidé non coupable</i>	<i>34</i>
<i>9.1.3. Motifs décisionnels et caractéristiques des causes des accusés ayant plaidé coupable</i>	<i>35</i>

<i>9.2. La preuve objective</i>	<i>36</i>
<i>9.2.1. Par type de preuve</i>	<i>36</i>
<i>9.2.2. Par cause</i>	<i>38</i>
<i>9.3. La preuve subjective et son impact sur la décision de plaider coupable</i>	<i>40</i>
<i>9.3.1. Évaluation de la preuve générale</i>	<i>40</i>
<i>9.3.2. Évaluation de la crédibilité de la preuve selon son type</i>	<i>42</i>
<i>9.3.3. Lien entre l'évaluation de la crédibilité de la preuve et la décision de plaider coupable</i>	<i>45</i>
<i>9.3.4. Impact de différentes variables sur l'évaluation de la preuve et les décisions de l'accusé</i>	<i>46</i>
<b>10. Intégration criminologie et criminalistique</b>	<b>48</b>
<b>11. Limites et conclusion</b>	<b>50</b>
<b>12. Bibliographie</b>	<b>53</b>

#### **4. Liste des graphiques et des tableaux**

##### **Graphiques :**

Graphique 1 : Grands types de preuves dans les cas étudiés p. 37

Graphique 2 : Types spécifiques de preuves dans les cas étudiés p. 38

##### **Tableaux :**

Tableau I : Répartition du salaire annuel des individus de l'échantillon p. 31

Tableau II : Informations sur le profil criminel des répondants p. 33

Tableau III : Distribution des 26 causes en fonction des grands types de preuves p. 39

Tableau IV : Types généraux de preuve dans les causes en fonction des raisons données pour justifier l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité p. 41

Tableau V : Crédibilité accordée par l'accusé à la preuve selon son grand type p. 42

Tableau VI : Crédibilité accordée par l'accusé à la preuve selon son type spécifique p. 43

## 5. Introduction

De nos jours, la représentation populaire de la justice est le procès et ce dernier a été étudié à de nombreuses reprises. Pourtant, contrairement aux idées véhiculées dans la société, la plupart des accusations criminelles se terminent par l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité (Poirier, 1987). Il est possible de constater que depuis les 25 dernières années, peu d'études ont porté sur le sujet, alors que le système de justice est constamment en mouvement et évolue avec le temps. Ainsi, étudier cette pratique constitue non seulement une manière efficace de regarder l'utilisation continue des différentes ressources, mais aussi une façon de vérifier que l'administration de la justice se fait de manière juste et équitable pour tous les acteurs. En effet, il est important, pour bien comprendre le fonctionnement d'un système, de prendre en compte toutes les facettes, les moyens et les finalités qui en découlent. Ainsi, la pertinence d'étudier le processus consistant à enregistrer un plaidoyer de culpabilité est mise de l'avant (Kramer, Wolbransky et Heilbrun, 2007).

Peu d'études se sont concentrées sur l'impact des plaidoyers de culpabilité sur les expériences des accusés et sur leur représentation de la justice. En effet, dans les études existantes, il a souvent été question de l'avis des magistrats et des policiers sur les accusations, les plaidoyers de culpabilité et leurs conséquences (Chen, 2013 ; Ehrhard, 2008 ; Gravel, 1991 ; Kramer, Wolbransky et Heilbrun, 2007 ; Poirier, 1987), ou encore des vignettes et des jeux de rôles auprès d'individus non impliqués dans de réelles poursuites (Gregory, Mowen et Linder, 1978 ; Peterson et Abramovitch, 1993). Toutefois, il est important de ne pas négliger l'avis du principal concerné et preneur de décision dans ce cas-ci, soit l'accusé lui-même (Chen, 2013). En ce sens, Euvrard (2014) a mis de l'avant que l'intention de l'accusé est un des éléments les plus importants dans le processus de plaidoyer de culpabilité. Ainsi, la pertinence de documenter les perceptions des accusés quant à cette pratique, dans le but d'orienter les futures politiques est indéniable.

Parmi les éléments influençant la décision d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité, la force de la preuve a souvent été soulevée (Bordens et Bassett, 1985 ; Chen, 2013 ; Gravel, 1991 ; Kramer, Wolbransky et Heilbrun, 2007 ; Peterson et Abramovitch, 1993). De plus en plus, la preuve scientifique prend une place importante parmi les différents moyens de preuves

utilisés dans les tribunaux criminels. Les récents développements tant des techniques de police scientifique que de la médecine légale ont permis un tel essor (Taroni et Mangin, 1998). Ainsi on peut se questionner sur la place qu'occupe ce type de preuve dans la décision de l'individu de plaider coupable ainsi que sur ses perceptions de ce qui constitue une forte preuve.

Ce travail dirigé se veut intégratif de deux domaines connexes soit la criminologie et les sciences forensiques. Ainsi, il est question de documenter l'influence de différents types de preuve sur la décision de l'accusé de plaider coupable, en portant une attention particulière à la preuve matérielle (ADN, enregistrement vidéo, enregistrement audio, etc.). Une brève revue de la littérature sur le plaidoyer de culpabilité et la preuve au Canada est d'abord présentée afin de comprendre les enjeux de la pratique. Par la suite, la problématique est nommée ainsi que les différents objectifs de recherche. Les données et la méthode utilisées dans le cadre de ce travail sont ensuite exposées suivies par les différents résultats et discussions. Pour terminer, afin de conclure ce travail dirigé, l'intégration entre les deux domaines précédemment mentionnés, les limites de l'étude et les conclusions sont présentées.

## **6. Revue de la littérature**

Depuis plusieurs années, il est possible de constater que peu de recherches ont porté sur le contexte entourant le plaidoyer de culpabilité alors qu'il s'agit d'une pratique courante du système de justice Canadien. En effet, de 70% à 90% des accusations criminelles au Canada entraînent l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité (Poirier, 1987). De plus, conséquemment aux politiques changeantes des gouvernements se partageant le pouvoir et à l'avènement de nouvelles technologies guidant les professionnels et permettant l'exploitation de nouveaux types de preuves et de diverses techniques, le système de justice est constamment en mouvement. Il est ainsi possible de dire que ces changements et développements continus, qui se font de manière très rapide, sont une raison de plus pour étudier rigoureusement et de manière constante cette pratique, très présente dans le système de justice canadien.

De plus, peu d'études ont abordé les implications encourues par les plaidoyers de culpabilité sur les expériences des accusés ainsi que l'impact de la pratique sur leur représentation de la justice. Pourtant, l'étude de Hussemann (2013), réalisée aux États-Unis, a



mis de l'avant la complexité du processus de décision entourant le plaidoyer de culpabilité. En effet, c'est important dans le but d'orienter les futures politiques et de s'assurer que le système de justice nord-américain est et demeure juste et équitable. Il est important que le système de justice encourage les accusés à percevoir les décisions des tribunaux comme équitables et à soutenir les différentes procédures. En effet, le traitement vécu par l'individu durant son cheminement dans le système de justice influence l'évaluation générale qu'il se fait des tribunaux et son envie future de respecter les lois en société (Hussemann, 2013). Une fois de plus, la pertinence de documenter davantage et de manière assidue cette pratique, qui constitue le chemin emprunté par la majorité des accusés, est mise de l'avant.

Dans un premier temps, dans cette section, il sera question de définir et de soulever les éléments pertinents du plaidoyer de culpabilité. Sa situation au Canada depuis les dernières années est brièvement recensée ainsi que ses avantages, ses inconvénients et les différents facteurs pouvant inciter un individu à plaider coupable. Nous abordons ensuite la preuve, puisque la force de la preuve est souvent qualifiée comme un élément déterminant dans la décision d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité (Borden et Basset, 1985 ; Chen, 2013 ; Gravel, 1991 ; Kramer, Wolbransky et Heilbrun, 2007 ; Poirier, 1987). Peu d'études ont questionné la perception des accusés sur le sujet. Ainsi, l'utilité de la preuve et sa présentation dans le système de justice canadien sont soulevées. Pour terminer, nous abordons les résultats des récentes études réalisées sur la preuve et la perception de sa force par différents acteurs impliqués dans le processus.

### *6.1. Le plaidoyer de culpabilité au Canada*

Depuis plusieurs années, le plaidoyer de culpabilité est une partie intégrante de l'administration quotidienne du système de justice. Ce phénomène constitue le dénouement de la grande majorité des accusations criminelles en Amérique (McCoy, 2005 ; Poirier, 1987). C'est également une pratique du système de justice en augmentation dans plusieurs autres endroits dans le monde tel qu'à Hong Kong (Chen, 2013) ou en Australie (Anleu et Mack, 2009).

Tout d'abord, il faut comprendre que deux éléments principaux rendent possible les

négociations de plaider de culpabilité : le pouvoir discrétionnaire des avocats de la couronne et le droit de l'accusé de plaider coupable à n'importe quel moment des procédures pénales. Les négociations dans ce contexte peuvent porter sur plusieurs éléments tels que les accusations, la sentence ou encore les faits de la cause (Commission canadienne sur la détermination de la peine, 1987). Lorsqu'il y a un accord, les deux parties s'entendent généralement sur une représentation commune de sentence. Il faut nommer que : « *Le tribunal n'est pas lié par la suggestion commune des parties. Cependant, pour rejeter les représentations communes des parties, le tribunal devra opposer des motifs très sérieux* » (JurisClasseur Québec – Droit pénal général, 2014, p.3). Ainsi, il faut comprendre que la suggestion commune des parties est considérée sérieusement par le tribunal et qu'une importante justification est nécessaire en cas de désaccord avec celle-ci.

#### 6.1.1. Définitions

Au cours des dernières années, plusieurs définitions ont été attribuées aux négociations de plaider de culpabilité. Il y a tout d'abord eu une définition de la Commission de réforme du droit du Canada en 1975 soit : « *Une entente en vertu de laquelle l'accusé consent à plaider coupable en échange de la promesse d'un avantage quelconque* » (Commission de réforme du droit du Canada, 1975, p.50). Plusieurs réticences découlèrent de cette définition qui laisse sous-entendre entre autres que la justice est achetable (Piccinato, 2004). Ainsi, quelques années plus tard, cette même Commission élaborait une nouvelle définition qualifiée de plus neutre soit : « *Toute entente suivant laquelle l'accusé accepte de plaider coupable, le poursuivant s'engageant en échange à adopter ou à ne pas adopter une ligne de conduite donnée* » (Commission de réforme du droit du Canada, 1989, p.40). Cette définition demeure large afin de convenir aux très diverses ententes pouvant être conclues.

Outre ces définitions, il y a peu de balises entourant cette pratique. Ainsi, plusieurs questionnements et controverses découlent du processus informel que sont les négociations et l'enregistrement d'un plaider de culpabilité. Parmi ceux-ci, on retrouve le fait que le traitement des dossiers ne se fait pas de manière uniforme, que les négociations se produisent souvent derrière une porte close et donc sans transparence et qu'une ombre d'iniquité plane autour de cette pratique à savoir que la justice s'achète (Gravel, 1991).

### 6.1.2. *La position des différentes Commissions et de la Cour suprême sur le plaider de culpabilité au Canada*

Dans cette section, afin d'éclairer la situation antérieure et actuelle et de constater l'évolution quant à l'encadrement de la pratique, nous abordons brièvement la position des différentes Commissions et de la Cour suprême sur le plaider de culpabilité.

La Commission du droit du Canada a adopté une certaine évolution dans sa façon de traiter les plaidoyers de culpabilité. En 1975, elle se positionne d'abord clairement contre le phénomène et va jusqu'à demander de le condamner. En effet elle affirme que : « *Ce procédé fait échec à la poursuite des objectifs légitimes du système pénal en plus de miner la justice, tant au niveau des apparences que de la réalité.* » (Commission du droit, 1975, p.50). Des consignes sont alors émises demandant aux avocats de la couronne de ne pas pratiquer la négociation de plaider, pratique transactionnelle qui amoindrit la qualité du système de justice (Commission de réforme du droit du Canada, 1975).

Malgré tout, le phénomène continue son essor et en 1987 la Commission canadienne sur la détermination de la peine s'exprime sur le sujet, qualifiant la pratique comme nécessaire et demandant un encadrement adéquat des plaidoyers de culpabilité. En effet, elle met de l'avant deux grandes problématiques devant être abordées, dans le but entre autres de garder une certaine confiance du public dans la justice pénale et de voir à ce que les plaidoyers de culpabilité ne contreviennent pas aux politiques sur la sentence. Tout d'abord, il s'agit de la transparence de la justice et il doit y avoir un caractère ouvert aux démarches entreprises au cours des négociations, une manifestation publique de celles-ci. Ensuite, la commission met de l'avant l'obligation de rendre des comptes. Autrement dit, elle souligne l'importance de s'assurer de la qualité des décisions prises et de l'uniformité de celles-ci. Ainsi, cette commission demande d'adopter des lignes directrices, de mettre en place des balises pour s'assurer du bon fonctionnement et de la justice de cette pratique (Commission canadienne sur la détermination de la peine, 1987). Il a toutefois été possible de constater que quelques années plus tard, dû en partie à des idéaux politiques conflictuels, ces recommandations n'avaient toujours pas été réalisées (Brodeur, 1991).

Plus récemment, la Cour Suprême du Canada a reconnu l'importance de préserver le pouvoir discrétionnaire du procureur au sein du système de justice pénale ainsi que la normalité et la nécessité des négociations de plaidoyers de culpabilité pour le bon fonctionnement du système de justice. La jurisprudence a établi trois critères pour valider un plaidoyer de culpabilité soit qu'il ait été donné de manière volontaire, sans équivoque et en toute connaissance de cause. Elle a également établi que le juge devrait accorder une grande importance aux ententes conclues par la couronne et la défense ainsi que leur recommandation commune de sentence (Ministère de la Justice du Canada, 2015).

On peut soulever, en conséquence tant aux recommandations des Commissions qu'aux constatations de la Cour suprême du Canada, l'importance d'étudier la pratique afin d'en connaître les différents aspects souvent méconnus et très peu encadrés par des lois. Également, c'est en documentant régulièrement et davantage le processus de plaidoyer de culpabilité que nous pouvons nous assurer de la qualité des décisions et de l'équité et la justice de notre système.

### *6.1.3. Avantages et inconvénients*

#### *6.1.3.1. Pour les juristes*

Afin de comprendre les enjeux et les motivations pour l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité, il est important d'aborder les avantages et inconvénients pour les différents acteurs impliqués dans le processus. Premièrement pour les juristes, soit les avocats de la défense, les procureurs et les juges, on peut soulever différents bénéfices liés à l'enregistrement de plaidoyer de culpabilité. En effet, il est possible de dire que cette pratique entraîne, de manière générale, l'approbation du monde judiciaire (Piccinato, 2004). Entre autres, elle permet de traiter rapidement plusieurs accusations et assurent avec certitude qu'il en découlera une condamnation (Gravel, 1991 ; Hollander-Blumoff, 1997).

Deuxièmement, cette pratique sert l'intérêt des procureurs en garantissant un haut taux de condamnation, ce qui constitue un avantage politique (Bohm, 2006). Il s'agit d'une façon de traiter efficacement et rapidement des dossiers qui leur sont attribués et ainsi d'éviter du travail et des coûts supplémentaires (Bordens, 1984). De plus, le plaidoyer de culpabilité

décharge la couronne de sa plus grande responsabilité soit de démontrer hors de tout doute raisonnable la culpabilité de l'accusé (Jodouin et Sylvestre, 2009).

Troisièmement, pour les avocats de la défense, les avantages en termes de coûts sont également présents. En effet, le budget nécessaire pour assumer tout le travail juridique n'est souvent pas disponible et ils réduisent ainsi les heures consacrées à chaque dossier. Les avocats évitent entre autres la préparation liée au procès (Bohn, 2006). Aussi, ce processus permet de traiter un plus grand nombre de dossiers. Dans son étude, Chen (2013) a interrogé 26 avocats de la défense de Hong Kong et ceux-ci ont affirmé que la négociation de plaider de culpabilité amenait une certaine flexibilité et permettait d'économiser du temps et des efforts du côté de tous les acteurs judiciaires impliqués. De plus, pour l'avocat de la défense, le fait d'obtenir un avantage quelconque suite à des négociations est une façon de montrer à son client qu'il obtient un bénéfice. De manière générale, les avocats interrogés sont d'avis que la négociation de plaider de culpabilité peut être une bonne façon d'agir dans le meilleur intérêt de leur client et de permettre au système de justice et à la cour de sauver du temps et des ressources (Chen, 2013). L'étude d'Euvrard (2014) réalisée à Montréal, a soulevé des résultats semblables. En effet, il y est mentionné l'importance de plaider coupable rapidement lorsque les circonstances le justifient afin d'éviter l'utilisation inutile des ressources du système judiciaire et du temps des différents acteurs. Des bénéfices pour l'accusé en découlent, entre autre une plus grande concession de la part des procureurs. Cela peut parfois même constituer un facteur atténuant dans la détermination de la peine.

Finalement, il y a des avantages aussi pour les juges. En effet, cette pratique leur permet entre autres, de réduire le nombre de dossiers nécessitant un procès et ainsi de consacrer plus de temps aux cas difficiles (Bohn, 2006).

En ce qui concerne les désavantages, on en dénote quelques uns pour les avocats de la défense tel que le risque de perdre son client en cas de désaccord important sur la décision concernant le plaider (Euvrard, 2014). Également, les relations entre avocats sont importantes dans le cadre de leur travail et cela peut avoir une influence sur la finalité des négociations. Autrement dit, la pratique de négociation peut soit renforcer ou affaiblir une relation existante entre collègues (Poirier, 1987). Les perceptions des médias et du public sur

la pratique des plaidoyers de culpabilité peuvent également être un aspect défavorable pour les différents acteurs du système judiciaire puisque l'équité et l'éthique de leur pratique peuvent être remises en question.

#### *6.1.3.2. Pour les accusés :*

Plusieurs avantages et désavantages de cette pratique touchent les accusés. Tout d'abord, il s'agit d'une pratique attrayante pour ces derniers à cause des réductions possible de sentence et de la possibilité d'échapper au tracasserie, au coût et au stress engendrés par des procédures pénales (Chen, 2013). En effet, l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité n'implique généralement pas de peine de prison ou du moins une peine plus courte que s'il y avait eu procès (Bohn, 2006). Ensuite, il y a présence de bénéfices pour ce qui est des coûts. En effet, il y a une diminution des frais d'avocats et également moins de congés au travail à prendre pour se présenter en cour. L'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité permet de minimiser ces dépenses (Chen, 2013). Finalement, il faut souligner que les accusés préfèrent souvent la certitude engendrée par la pratique de négociation et la présence d'une recommandation commune de sentence que le risque de poursuivre en procès (Hussemann, 2013).

On dénote également des désavantages et des risques liés à cette pratique pour les accusés. Un aspect important est la crainte qu'un innocent plaide coupable (Piccinato, 2004). En effet, la personne arrêtée peut être soumise à différentes pressions de différents acteurs et être incitée à enregistrer un plaidoyer de culpabilité (Piccinato, 2004). Également, les accusés peuvent se trouver en position de faiblesse et cette pratique peut prendre une forme de coercition ce qui n'est pas souhaitable (Bordens, 1984). Un autre danger soulever concerne les erreurs qui peuvent être faites. En effet, si des fautes sont commises soit par le procureur ou par les policiers, celles-ci pourraient ne pas être détectées puisque le cas n'ira pas en procès (Bohn, 2006). De plus, certains accusés acceptent de plaider coupable sans en comprendre toutes les implications car ils sont gênés de poser des questions ou ils ont peur de se rendre en procès. En effet, dans l'étude d'Hussemann (2013), qui a interrogé 40 accusés, la raison la plus souvent citée pour justifier un plaidoyer de culpabilité de la part des accusés est qu'ils ne comprennent pas les décisions et les procédures de la cour.

#### *6.1.3.3. Pour les victimes*

Il est important de mentionner que le plaidoyer de culpabilité entraîne également des conséquences chez la victime. Tout d'abord, lorsque le plaidoyer est enregistré avant la tenue du procès, il évite aux témoins et aux victimes de devoir témoigner en cour. Cela peut s'avérer être un soulagement pour la victime puisqu'il s'agit souvent d'une étape difficile et éprouvante, parfois qualifiée de victimisation secondaire (Commission de réforme du droit, 1989). Mais il peut également s'agir d'une déception de ne pas pouvoir s'exprimer et d'avoir l'impression que son avis n'est pas pris en compte. Également, la négociation associée au plaidoyer de culpabilité se fait de manière relativement secrète et cela peut donner aux victimes l'impression que le système manque de transparence (Commission de détermination de la peine, 1987). Toutefois, l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité peut être un soulagement pour la victime qui le voit comme une reconnaissance des actes reprochés à l'accusé.

#### *6.1.3.4. Pour le public*

Il convient de nommer les perceptions générales du grand public quant à cette pratique, qui constitue un grand enjeu du système de justice dans plusieurs pays. En effet, la négociation de plaidoyer de culpabilité est un sujet controversé et la population peut être ambivalente face à cette pratique. Herzog (2003) a étudié la vision du public en Israël à l'aide de différents scénarios de négociation de plaidoyer de culpabilité qui ont été présentés à 606 personnes de la population générale. Cette étude a soulevé que l'opinion publique variait en fonction de certains facteurs dont principalement la gravité du délit commis. Effectivement, les résultats d'Herzog (2003) tendent à démontrer l'existence d'un continuum de gravité des délits qui influence le degré d'acceptation de la population générale quant à la pratique. Il a été trouvé que plus le délit est grave, moins le public approuve. Inversement, on observe que moins le délit est considéré grave par la population générale, plus les individus approuvent la pratique de négociation de plaidoyer de culpabilité. Ainsi, contrairement à certaines croyances affirmant que la population s'oppose à cette pratique dans tous les cas, il est possible de nuancer l'opinion publique et par le fait même d'observer différentes perceptions quant à la négociation de plaidoyer de culpabilité (Herzog, 2003).

La littérature présentée précédemment soulève des aspects positifs et des aspects négatifs pour tous les acteurs impliqués par l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité. Puisque chaque situation a ses particularités et chaque acteur ses motivations, l'étude de cette pratique doit être effectuée sous plusieurs angles. Il en résulte la pertinence de voir les différentes perceptions de tous les individus pour lesquels le plaidoyer de culpabilité peut avoir un impact.

Toutefois, il convient de nommer que la décision finale, en complémentarité avec plusieurs sources influentes, revient à l'accusé. Pour cette raison, dans le cadre de ce travail, nous tentons de documenter davantage les perceptions de l'accusé.

#### *6.1.4. Facteurs influençant la décision de plaider coupable*

Comme il a été discuté précédemment, peu de balises entourent cette pratique pourtant nécessaire au bon fonctionnement du système de justice. Il est important de comprendre les motivations des différents acteurs impliqués. S'agissant d'une pratique très courante, il convient de poursuivre notre compréhension en abordant les différents facteurs pouvant influencer la décision d'un individu d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité. Quelques études ont tenté de soulever les facteurs ayant une influence sur la décision d'un accusé et celles-ci les divisent généralement en deux grandes catégories : soit les facteurs individuels et les facteurs légaux.

##### *6.1.4.1. Facteurs individuels*

Parmi les facteurs individuels souvent mentionnés dans la littérature comme influençant la décision d'un individu d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité on retrouve entre autres les moyens financiers de l'accusé, ses antécédents judiciaires, la détention provisoire, son sentiment de culpabilité et les différentes pressions l'affectant. Dans son étude, Husseman (2013) a effectué 600 heures d'observation à la cour et a réalisé des entrevues avec 40 accusés. Elle a mis de l'avant que la majorité des accusés choisissent de plaider coupable à cause de l'efficacité et la rapidité de ce qui suit. En effet beaucoup affirment que d'aller en procès demandent trop de temps et d'argent et qu'ils ne veulent pas autant s'investir. Il en est de même pour l'étude de Gravel (1991) qui affirme que l'argent influence les accusés



à accepter de plaider coupable pour minimiser les coûts des procédures.

Dans son étude Poirier (1987) a souligné que le casier judiciaire d'un individu avait un certain impact tant sur les propositions qui seront faites par le procureur que sur sa sévérité. Frenzel et Ball (2007) ont aussi mis de l'avant que la présence d'antécédents judiciaires pouvait être un facteur influençant la décision d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité. En ce sens, Euvrard (2014) a soulevé l'incidence des antécédents criminels d'un accusé sur le plaidoyer de culpabilité. En effet, dans le cas où il s'agit d'une première offense, les avocats de la défense ne privilégieront généralement pas le plaidoyer de culpabilité de leur client (Euvrard, 2014).

Un autre facteur ayant un impact sur la décision de l'individu, tel qu'observé par Chen (2013), suite à des entrevues avec 26 avocats de la défense, est le fait d'être en détention provisoire. En effet, cela influence positivement la décision de plaider coupable (Chen, 2013). Dans son étude réalisée au Québec, Euvrard (2014) a soulevé que la détention provisoire constituait un des éléments les plus importants pour enclencher des négociations de plaidoyer de culpabilité avec le procureur. En effet, dans de telles situations, le rapport de force entre les deux parties est déséquilibré et l'accusé est souvent prêt à faire plus de concessions afin de mettre un terme à la situation.

Également, à l'aide de vignettes présentées à des étudiants, Gregory, Mowen et Linder (1978) ont démontré que le fait d'être coupable ou innocent de l'infraction dont l'individu est soupçonné est un déterminant très fort dans l'acceptation de donner un plaidoyer de culpabilité. Il en est de même pour Bordens et Basset (1985) qui ont interrogé 67 accusés pour savoir ce qui avait motivé leur décision. Ceux-ci ont mis de l'avant que la présence de remords a un impact positif sur le fait d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité.

Finalement, les différentes sources de pressions entourant l'accusé peuvent constituer un aspect important dans la décision d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité (Bordens et Basset, 1985 ; Piccinato, 2004). L'étude de Bordens et Basset (1985) a soulevé que la pression de plaider coupable peut provenir de différentes sources. Par exemple, elle peut découler de l'insistance du procureur, des recommandations de l'avocat de la défense ou encore des

préoccupations personnelles de l'individu en lien avec la façon dont le processus l'affectera ou affectera sa famille. Dans cette étude, il s'agit du facteur qui revient le plus souvent comme influençant l'individu à enregistrer un plaidoyer de culpabilité (Bordens et Basset, 1985). De plus, lorsque les avocats s'entendent pour une recommandation commune de sentence suite à un plaidoyer de culpabilité, il découle une certaine certitude quant aux conséquences encourues et l'accusé préfère parfois aller en ce sens. Cela lui permet d'éviter la pression entourant la tenue d'un procès (Hussemann, 2013).

#### *6.1.4.2. Facteurs légaux*

Certaines études se sont concentrées sur les facteurs légaux et quelques éléments dont le nombre de chefs d'accusation, le type de crime et la force de la preuve sont souvent soulevés. Les croyances générales vont souvent dans le sens que si un crime est grave, l'accusé voudra poursuivre les procédures et s'impliquer davantage dans le traitement de sa cause dans le système de justice. Les résultats de Chen (2013) ont soulevé deux variables qui influencent la décision de l'accusé de ne pas enregistrer un plaidoyer de culpabilité : la gravité du délit et le nombre de chefs d'accusation retenus. En effet, plus l'infraction reprochée est grave et plus il y a de charges, moins l'accusé sera porté à plaider coupable.

Toutefois, les résultats de l'étude de Hussemann (2013) soulèvent qu'au contraire, malgré un certain degré de gravité dans les infraction reprochées et un certain nombre de charges, les accusés veulent en finir rapidement et sont préoccupés par le risque de subir un procès. En ce sens, l'étude de Gregory Mowen et Linder (1978), rapporte des données indiquant que le défendeur est sensible au nombre de charges porté contre lui et à la sévérité probable de sa sentence. De plus, dans son étude réalisée au Québec, Gravel (1991) a observé que le retrait de chefs d'accusations lors de négociation de plaidoyer de culpabilité est un geste très courant. Il est possible de conclure que le nombre de charge constitue un aspect important, mais ambigu de la pratique.

La probabilité d'être trouvé coupable lors de la tenue d'un procès est aussi une influence importante (Bordens, 1984). En effet, Bordens (1984) a étudié les facteurs

influençant la décision d'accepter un plaidoyer de culpabilité et il a trouvé que la probabilité d'être condamné et la sentence promise ont un gros impact.

L'étude de Moston, Stephenson et Williamson (1992) s'est intéressée aux caractéristiques du suspect et de son cas sur la décision d'avouer ou de nier avoir commis l'acte criminel reproché, au Royaume Uni. Il a été mis de l'avant que la force de la preuve a une influence importante sur l'admission complète du suspect quant aux allégations faites à son encontre. Au contraire, lorsque la preuve est qualifiée de faible, il y a plus de dénis quant aux agirs reprochés. Leurs résultats soutiennent qu'en augmentant la force de la preuve, il y a une augmentation des admissions de la part des suspects (Moston, Stephenson et Williamson, 1992). Ainsi, la force de la preuve est soulevée comme ayant un impact sur le comportement de l'accusé et sur sa propension à avouer son délit.

Dans leur étude, Kramer, Wolbransky et Heilbrun, 2007 ont présenté des vignettes à 186 avocats en manipulant les variables afin de déterminer le point de vue de ces acteurs sur la pratique. Les auteurs ont soulevé que la probabilité d'être condamné, en fonction de la force de la preuve et de la sentence possible sont d'importantes considérations dans un processus de décision concernant un plaidoyer de culpabilité. Autrement dit, la sentence qui pourrait découler d'une accusation est souvent mise en commun avec la force de la preuve. Ainsi, si la peine risquée est grande et que la force de la preuve est élevée, alors l'avocat de la défense recommandera probablement à son client d'enregistrer un plaidoyer. Ce ne sera pas le cas si la peine risquée est petite et que la force de la preuve est faible (Kramer, Wolbransky et Heilbrun, 2007). Toutefois, il est plus difficile pour l'avocat de faire des recommandations quand la preuve est faible. En effet, il doit alors décider de négocier ou non avec le procureur alors que la probabilité d'un acquittement, quoique souvent faible, est tout de même présente (Gravel, 1991).

Ainsi, en complémentarité avec les nombreux facteurs énoncés précédemment, la force de la preuve est souvent qualifiée comme ayant une influence importante sur l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité (Borden et Basset, 1985 ; Chen, 2013 ; Gravel, 1991 ; Kramer, Wolbransky et Heilbrun, 2007 ; Poirier, 1987). En effet, selon l'avocat de la défense, la motivation principale pour donner un plaidoyer demeure la validité de la preuve présentée

(Poirier, 1987). Chen (2013) a également démontré que la preuve est fortement corrélée avec la probabilité d'être trouvé coupable et que conséquemment, il s'agit de la préoccupation principale des accusés. Également, Gravel (1991) amène la validité de la preuve comme un élément déterminant. En fait, il s'agirait de l'élément le plus important dans la balance (Gravel, 1991 ; Chen, 2013).

Il va s'en dire que, de manière générale, la preuve constitue un enjeu important dans le système de justice canadien. En effet, non seulement son importance antérieure au procès est reconnue, mais plusieurs chercheurs ont également soulevé que lors d'un procès avec jury, la force de la preuve constitue une influence majeure dans la décision de condamner un accusé (Bushway et Redlich, 2012 ; Gregory, Linder et Mowen, 1978).

Toutefois, les différentes études, tout en mentionnant l'importance de ce facteur dans la décision de l'accusé de plaider coupable, ne définissent pas ou alors très peu ce qui détermine la force de la preuve pour l'individu. De plus, plusieurs études différencient certains délits en fonction de leur type ou de leur gravité, toutefois elles ne distinguent généralement pas les différents types de preuves. Il existe pourtant plusieurs types de preuves et leur incidence sur l'ensemble de la force de la preuve peut varier.

S'agissant du principal preneur de décision dans de telle situation, il est intéressant de tenter de comprendre les perceptions des accusés par rapport à différents types de preuves et leur incidence sur la décision d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité. Cet aspect ne semble pas avoir été étudié dans la littérature canadienne récente.

## *6.2. La preuve*

Afin de clarifier l'ensemble du sujet étudié, cette section est consacrée à la preuve, en présentant d'abord certaines informations générales et l'évaluation de la preuve au Canada, pour ensuite soulever les résultats de diverses recherches déjà effectuées sur la force de la preuve et les perceptions des acteurs impliqués dans le processus.

### *6.2.1. Informations générales et évaluation de la preuve au Canada*

Dans un premier temps, il convient de nommer brièvement les principaux modes de preuves qui peuvent être présentés par les deux parties lors du traitement d'un cas dans le système de justice au Canada, tel que définis sur les sites internet du gouvernement du Canada (2014) et du ministère de la sécurité communautaire et des services correctionnels (2011). Il y a la preuve testimoniale ou preuve directe qui est toute preuve factuelle amenée par un témoin, après avoir prêté serment ou avoir donné une affirmation solennelle de dire la vérité. Il est important de mentionner que la personne rapporte ce qu'elle a vu ou constaté par elle-même. Il y a la preuve circonstancielle, permettant de déduire un fait pertinent, sans qu'une personne n'ait été directement témoin. Par exemple, le fait que l'accusé possède un item identique à l'arme du crime constituerait ce type de preuve. Il y a le ouï-dire qui consiste à rapporter des informations que nous n'avons pas constatées par nous même. Il peut être admissible dans le cadre de quelques exceptions telle que pour expliquer une circonstance. Toutefois, ce type de preuve est souvent entouré d'une fiabilité douteuse. On retrouve les aveux, qui sont lorsqu'un accusé avoue volontairement à un individu, ceux-ci peuvent être recevables et ne seront pas considérés comme des ouï-dires même s'ils sont rapportés par un individu. Il y a ensuite la preuve documentaire qui peut être matérielle ou illustrative. Il peut s'agir de documents écrits, mais, règle générale, il doit s'agir d'originaux. Il peut s'agir de documents électroniques qui peuvent être imprimés, sous certaines conditions. Ce type de preuve inclut des documents, des livres, des cartes, des photos, des enregistrements audio ou vidéo ainsi de suite. Ensuite, on retrouve la preuve réelle, qui est composée d'articles matériels présentés devant la cour tel qu'une arme ou un vêtement et dont l'identité de l'objet présente un lien avec l'accusé ou avec l'infraction. Il y a la preuve par indice, où on retrouve les empreintes digitales, l'ADN, les cheveux, les fibres de vêtement ou encore les traces de pas. Il s'agit de preuves tangibles mais minuscules ou invisibles pour un œil qui n'est pas exercé. Des spécialistes analysent ces indices qui seront parfois exposés par des experts lors d'un procès. Ce qui nous amène à la suivante soit la preuve sous forme d'opinion. Il s'agit d'un avis exprimé par un témoin, qualifié d'expert par le tribunal, en fonction des différentes preuves présentées. Finalement il y a aussi les admissions judiciaires. Il s'agit de l'accusé qui admet des faits allégués contre lui qui par la suite, vont être reçus par le tribunal. Cette catégorisation de preuve n'est pas

mutuellement exclusive et il faut en déduire que les modes de preuve sont nombreux et très variés.

Également, l'élément de base à retenir quant à l'admissibilité de la preuve en procès est sa pertinence. Autrement dit, elle doit pouvoir faire avancer l'enquête et démontrer des faits en lien avec l'infraction commise pour être admissible. Par contre, ce critère ainsi que les autres balises légales entourant la présentation de la preuve ne sont pas nécessairement appliqués lors de la pratique du plaidoyer de culpabilité, qui peut se faire avant le procès. Il convient donc de s'intéresser particulièrement au traitement de la preuve antérieur au procès et à ce qui en fait une forte preuve pour les acteurs plutôt qu'au sens légal.

Il est important de nommer brièvement quelques qualificatifs de notre système de justice puisque cela a un impact sur la gestion des preuves et ce qui détermine sa force. En effet, la force de la preuve, étant un élément important influençant la décision d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité, il faut être en mesure de l'évaluer adéquatement. Notre système est qualifié de contradictoire, c'est-à-dire que deux parties s'opposent, la défense et le procureur et cela est vrai à toutes les étapes, soit lors de la négociations de plaidoyer de culpabilité ou encore lors du procès. De manière générale, en procès, c'est au procureur de prouver hors de tout doute raisonnable la culpabilité de l'accusé, de par la présentation de différentes preuves admissibles (Fluet, 2010 ; Hesler, 2002). Toutefois cela ne s'applique pas lorsqu'un plaidoyer de culpabilité est enregistré avant la tenue du procès. Ainsi, lorsque les avocats de la défense tentent de se faire une idée sur la force de la preuve pour conseiller leur client, ils doivent considérer les preuves de part et d'autres, et également prendre en considération les preuves allant les unes contre les autres, autrement dit les preuves opposées. Par exemple, c'est le cas si le procureur présente un élément, mais que la défense amène une preuve qui va à l'encontre de cette première. Il faut alors évaluer la force de la preuve différemment (Chen, 2013 ; Hesler, 2002).

Pour terminer, dans le cadre d'un travail dirigé ayant pour objectif d'intégrer des notions criminologiques et de criminalistiques, il convient de nommer une distinction importante de l'indice ou encore de la preuve qui peut découler d'une trace. En effet, la trace peut être un indice de source, c'est-à-dire qui est l'auteur dudit indice, ou encore un indice

d'action, c'est-à-dire que telle chose s'est produite. Par exemple, l'ADN retrouvé lors d'une relation sexuelle peut prouver l'activité, donc qu'une relation sexuelle a eu lieu. Elle peut aussi être un indice de source, donc de permettre de relier le sperme à l'individu qui a eu la relation sexuelle. Dans le cadre de ce travail, cet aspect ne sera pas développé davantage. Il convenait toutefois de soulever cette distinction.

### *6.2.2. Quelques résultats dans la littérature sur la preuve*

Certaines études ont abordé la force de la preuve dans le système judiciaire en général et sur la décision de plaider coupable ou encore de faire des aveux. C'est le cas de l'étude de Poirier (2010), qui s'est concentrée sur l'anticipation de la preuve dans le système de justice criminelle au Canada. En effet, elle a tenté de voir l'incidence de la force de la preuve et des techniques de l'enquêteur sur la confession d'un suspect de meurtre, lors d'un interrogatoire policier. Pour se faire, l'auteure a procédé au visionnement de 50 entrevues vidéos d'individus accusés d'homicide ayant éventuellement plaidé coupable ou ayant été reconnus coupables suite à un procès. Les résultats obtenus démontrent qu'il existe un lien modéré entre les aveux d'un homicide et la force de la preuve. En effet, le nombre de preuve est corrélé négativement avec les aveux durant l'interrogatoire. Autrement dit, plus il y a de preuves, moins il y a d'aveux. Dans son étude, Poirier (2010) a soulevé qu'un nombre important de preuves pourrait amener le suspect à consulter son avocat et être moins porté à avouer son crime. De plus, les enquêteurs avec un grand nombre de preuves à disposition ont tendance à être plus confrontant et à offrir une moins bonne écoute au suspect. Les accusés ont aussi une attitude différente, plus agressive et arrogante face à l'enquêteur qui expose un grand nombre de preuves. Ainsi, les résultats de cette étude contredisent que la force de la preuve est le facteur le plus influent pour confesser son crime lors d'un interrogatoire. Toutefois, dans l'étude de Poirier (2010), la force de la preuve a été qualifiée en fonction du nombre d'éléments incriminants étant à la disposition de l'enquêteur. Il est possible que les perceptions de l'accusé quant à la force de la preuve retenue contre lui ne se limite pas au nombre d'éléments, mais également à la qualité de ceux-ci. Le type de preuve pourrait être un exemple. De plus, l'auteure se concentre sur un type de délinquant bien précis soit les accusés de meurtre. Cette étude amène la pertinence de tenter de comprendre davantage les perceptions d'un suspect ou d'un accusé par rapport à la

preuve retenue contre lui.

En ce sens, l'étude de Ask, Rebelius et Granhag (2008) examine la perception des enquêteurs sur la fiabilité des différents types de preuves. Un de leur objectif était de voir la valeur objective de certains types de preuves. Pour ce faire, ils ont présenté à 117 enquêteurs une même preuve, mais dans différents contextes afin de percevoir la valeur objective de la preuve ainsi que l'influence du contexte. Ils avaient pour objectif aussi de soulever l'élasticité des types de preuves, autrement dit le niveau d'ambiguïté associé à une information, laissant de la place pour de la subjectivité. Les résultats mettent de l'avant que les informations contextuelles ont un grand impact sur la façon dont les enquêteurs évaluent et traitent les preuves pénales. Ainsi, il ne s'agit pas seulement d'une interprétation objective de la preuve. Également, il a été mis de l'avant que la perception des enquêteurs quant à la fiabilité des différents types de preuves n'est pas malléable de la même façon pour toutes les preuves. C'est-à-dire que par exemple, la fiabilité d'un témoignage varie plus que la fiabilité d'une preuve par photographie. Ainsi, le témoignage peut être très inculpant ou aucunement, tandis que la fiabilité de la preuve par photo est moins variable. Il a aussi été soulevé que la perception des enquêteurs par rapport à la fiabilité d'une preuve est influencée par la compatibilité de celle-ci avec leurs croyances initiales. Finalement, les résultats de cette étude démontrent que le contexte est important pour la perception de la preuve par les enquêteurs. Toutefois, malgré l'existence de certaines différences, il y a des constances dans l'interprétation que l'on en fait. Cela met de l'avant que le type de preuve a une influence sur la force que lui accordent les enquêteurs.

Également, l'étude de Peterson, Hickman, Strom et Johnson (2013), a tenté d'examiner le rôle et les impacts des sciences forensiques dans le processus de justice criminelle des États-Unis en analysant 4205 cas. En effet, étudier le sujet constitue non seulement une manière efficace de regarder l'utilisation des ressources, mais en plus une manière de vérifier que l'administration de la justice se fait de manière juste et équitable. Pour ce faire, plusieurs cas d'accusations criminelles ont été étudiés. Les résultats démontrent que les preuves forensiques jouent un important et robuste rôle dans le parcours judiciaire d'un individu et conséquemment dans les décisions prises tout au long du processus d'accusations criminelles.



Par exemple, il est soulevé dans cette étude que les sciences forensiques influencent la probabilité d'être relié à un délit, la sentence qui résultera des accusations ainsi que le nombre de charges dont l'individu sera coupable. Toutefois, la décision de donner un plaidoyer de culpabilité semble peu, voir pas influencée par les preuves forensiques (Peterson, Hickman, Strom et Johnson, 2013). Ces résultats amènent un questionnement puisque la force de la preuve a été souvent soulevée dans la littérature comme influençant la décision d'un individu d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité (Borden et Basset, 1985 ; Chen, 2013 ; Gravel, 1991 ; Kramer, Wolbransky et Heilbrun, 2007 ; Poirier, 1987). Il est une fois de plus mis de l'avant la nécessité de réaliser d'autres études afin de clarifier le rôle des différents types de preuves dans la pratique des plaidoyers de culpabilité.

Finalement, la preuve est une composante assez complexe du système de justice, mais elle demeure un élément essentiel de notre système de droit. Son rôle sur la décision d'un accusé d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité doit être documenté davantage. Malgré son application qui dure depuis plusieurs années, elle demeure un sujet de controverses au sein de la population et des divers acteurs concernées. La nature secrète des négociations de plaidoyer amène des questions éthiques sur son déroulement et ses finalités. Les différents types de preuve et techniques étant en évolution et de plus en plus complexes, il convient de porter une attention particulière aux perceptions de l'accusé par rapport à ceux-ci afin de s'assurer d'un traitement juste et équitable des individus dans notre système de justice.

Il importe de nommer que la preuve matérielle est souvent minimalement comprise par les différents acteurs du système judiciaire. En effet, chez les policiers et les magistrats il peut y avoir ce que Renard (2011) qualifie d'une volonté de non-savoir ou encore une nécessaire ignorance par rapport aux techniques employées par les experts pour parvenir à des conclusions sur une analyse de matériel, par exemple les analyses ADN. Pourtant, magistrats et policiers doivent saisir qu'il ne s'agit pas d'un protocole figé et que plusieurs dimensions viennent interférer dans le calcul. L'expert scientifique doit effectuer plusieurs choix et chacun de ceux-ci peut avoir une influence sur les résultats (Renard, 2011). Il va s'en dire que si ce type de preuve implique des difficultés de compréhension chez les différents acteurs judiciaires, il en est probablement de même chez les accusés. Une fois de plus, il importe

d'étudier les perceptions des accusés quant aux différentes preuves qui leur sont présentées avant la tenue du procès afin de documenter la pratique de plaider de culpabilité et ainsi le vécu d'un accusé dans le système de justice canadien.

## **7. Problématique, objectifs et hypothèses**

Précédemment dans ce travail, il a été soulevé que la négociation de plaider est une pratique non négligeable de notre système de justice au Canada (Commission Canadienne de la peine, 1987 ; Commission Canadienne sur la détermination de la peine, 1989 ; Ministère de la justice du Canada, 2015). La définition attribuée à la négociation de plaider de culpabilité par la Commission de réforme du droit, en 1989 sera celle utilisée dans le cadre de ce travail soit ; *«Toute entente suivant laquelle l'accusé accepte de plaider coupable, le poursuivant s'engageant en échange à adopter ou à ne pas adopter une ligne de conduite donnée»* (Commission de réforme du droit du Canada, 1989, p.40). Autrement dit, plusieurs éléments incitatifs peuvent subvenir avant ou pendant la tenue du procès influençant la décision de l'accusé de plaider coupable. En effet, les facteurs influençant la décision d'un accusé de plaider coupable sont assez nombreux, mais un grand nombre d'études s'entendent pour qualifier la force de la preuve comme un élément déterminant (Borden et Basset, 1985 ; Chen, 2013 ; Gravel, 1991 ; Kramer, Wolbransky et Heilbrun, 2007 ; Poirier, 1987). Pourtant, cet aspect a été peu développé dans la littérature existante. Ce travail dirigé a pour but de documenter davantage le rôle de la preuve dans la décision de l'accusé de plaider coupable. En ce sens, il est possible de penser que dans nos résultats, la force de la preuve aura un rôle important dans la décision d'un accusé de plaider coupable.

Il est possible de constater que les types de preuves sont assez variés. Les informations recueillies dans le cadre de ce travail permettront de distinguer certains types de preuves bien précis soit deux types de preuves plus généraux ;

La preuve par témoignage ou déclaration ; tout témoin apportant de l'information en lien avec la commission de l'infraction ou encore certaines déclarations telles que des aveux ou des admissions judiciaires faites par l'accusé. Dans le cadre de ce travail, on ne retrouve pas de déclaration faite par l'accusé lui-même. Ainsi, le terme employé dorénavant sera simplement

preuve par témoignage.

La preuve matérielle ; composée dans le cadre de ce travail de preuves spécifiques soit de preuves ADN, d'enregistrements audio ou vidéo, de documents et de saisies. Ainsi, le terme preuve matérielle inclut dans ce cas-ci entre autres des preuves documentaires, des preuves réelles, certaines preuves circonstanciellles et des preuves par indices.

Les différents types de preuve et techniques sont de plus en plus complexes et il convient de porter une attention particulière aux perceptions de l'accusé par rapport à ceux-ci. En effet, les preuves matérielles sont de plus en plus représentées lors d'accusations criminelles en conséquence au développement des nouvelles technologies et à l'avènement de l'ADN. Certaines études ont qualifié la force de la preuve en fonction du nombre de preuves (Poirier, 2010), d'autres l'ont fait à l'aide de vignettes fictives distribuées à des individus (Gregory, Mowen et Linder, 1978 ; Peterson-Badali et Abramovitch, 1993). Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de présenter une étude qui s'est intéressée aux perceptions de réels accusés sur les divers types de preuve et au rôle de ces éléments dans la décision de plaider coupable, au Canada. Autrement dit, le but de ce travail est de porter une attention particulière à l'aspect plus qualitatif de la preuve et son incidence dans les décisions de l'accusé au sein du système de justice.

Tout cela nous amène à penser que possiblement, il y aura des différences dans les perceptions des accusés quant aux différents types de preuves utilisés dans leur cause respective. Également, tout comme l'ont démontré dans leur étude Ask, Rebelius et Granhag (2008), il est possible de penser que certaines preuves auront un plus grand niveau d'élasticité que d'autres. C'est-à-dire que la crédibilité accordée à certains types de preuves, tant spécifique que général, sera plus variable. Tout comme il a été nommé dans leur étude, il est probable que la preuve par témoignage ait une crédibilité plus variable que les différents types de preuves matérielles.

De plus, il est probable qu'il y ait des différences dans le processus de décision de donner un plaidoyer de culpabilité en fonction du type de délinquant. Il serait possible par exemple de distinguer les auteurs de crimes violents avec des victimes directes des auteurs de

crimes non violents et les récidivistes des non récidivistes. Peu d'études semblent avoir exploré si la perception de la preuve pouvait varier en fonction du type de délinquants. Il est possible de penser, en conséquence aux résultats de l'étude d'Hussemann (2013), qu'il y aura des différences entre les délinquants énoncés ci-haut.

Ainsi, dans ce travail dirigé, l'objectif général est d'abord de documenter la place occupée par la preuve, en fonction de son type, dans la décision de l'individu de plaider coupable. Ce travail se veut intégratif de deux domaines connexes soit la criminologie et la criminalistique. Ainsi, une attention particulière sera portée à la preuve matérielle (ADN, vidéo, audio, document et saisie). De manière plus spécifique, les objectifs seront les suivants :

- Documenter l'impact de la preuve sur la décision de l'accusé de plaider coupable.
- Distinguer la crédibilité accordée par l'accusé à la preuve en fonction de son type: matérielle (ADN, vidéo, audio, document, saisie) ou par témoignage et par le fait même voir la variance accordée à la crédibilité de la preuve.
- Observer certains facteurs pouvant influencer les décisions des accusés dans le système de justice (nombre de chefs d'accusation, présence ou non d'antécédent criminel, type de délit) et soulever l'impact sur l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité et les perceptions quant aux différents types de preuves.

Ainsi, malgré son application qui dure depuis plusieurs années, la pratique qu'est le plaidoyer de culpabilité demeure un sujet peu connu. Conséquemment, la nécessité de développer davantage nos connaissances sur la question est incontestable. Il va s'en dire qu'en élargissant nos connaissances sur ce qui entoure le plaidoyer de culpabilité ainsi que le rôle de la force de la preuve dans la décision de l'accusé, nous éclaircirons des aspects de cette pratique encore trop méconnue.

## **8. Présentation des données et de la méthode**

Les données utilisées dans le cadre de ce travail tirent leur origine d'une base de données construite pour une recherche plus large sur le plaidoyer de culpabilité menée par Chloé Leclerc, professeur adjoint de l'école de criminologie de l'Université de Montréal. Un

questionnaire a été complété sur une base volontaire, par des individus ayant fait face à des accusations au criminel et ayant soit enregistré un plaidoyer de culpabilité ou ayant été trouvés coupables lors d'un procès. Ce questionnaire est divisé en plusieurs sections. Parmi celles-ci on retrouve une première partie consacrée à des causes fictives présentées sous forme de vignettes. Ensuite, il y a une section contenant des informations sur la cause la plus récente pour laquelle l'individu a des démêlés avec la justice ainsi que ses opinions générales quant au système judiciaire. Cette partie porte une attention particulière aux expériences personnelles de l'accusé ainsi que ses perceptions. Il faut noter que certaines réponses de l'accusé sont détaillées dans la base de données. En effet, les questions plus ouvertes amenaient des réponses personnalisées de l'accusé, et l'intervieweur a alors détaillé dans ses propres mots les réponses obtenues. Par exemple, les accusés ont été questionnés sur les différentes preuves retenues contre eux et ils ont été amenés à les détailler en fonction des différents chefs d'accusations. Ces précisions se retrouvent dans la base de données. Ensuite, dans le cas où le répondant avait des antécédents criminels, il a été amené à les nommer dans une autre section. Finalement, une dernière partie est réservée au profil du répondant et à ses informations sociodémographiques.

Dans le cadre de ce travail, la section sur les causes fictives n'est pas utilisée. Dans un premier temps, la section sur le profil des répondants est analysée afin de décrire la population à l'étude. Ensuite, afin de répondre aux objectifs, les faits et les preuves dans les causes les plus récentes des individus ayant complété le questionnaire sont utilisés.

Les individus participant à cette recherche devaient être âgés de 18 ans ou plus et avoir soit plaidé coupable ou avoir été trouvés coupable suite à des accusations criminelles. La participation à l'étude s'est faite sur une base volontaire et l'individu était libre de se retirer à tout moment. Le recrutement s'est fait via l'agence Saint-Laurent, à Montréal.

La collecte de données a été réalisée en 2014 et en 2015. Les questionnaires ont été complétés sur place soit à l'agence Saint-Laurent, qui est une maison de transition située sur l'île de Montréal, et sa passation était d'une durée d'environ une heure.

La méthodologie employée dans la réalisation de ce travail dirigé est qualifiée de mixte. Tout d'abord, ayant pour but de documenter davantage les perceptions des acteurs quant aux preuves et leurs impacts sur la décision de plaider coupable, une méthodologie qualitative a été utilisée. En effet, il est important de prendre en considération la réalité vécue par les accusés afin de bien comprendre leur cheminement et leurs différentes perceptions quant aux éléments retenus contre eux dans le système de justice canadien. Dans ce type de méthodologie, l'accent est mis sur les perceptions et les expériences des individus et c'est ce qui est recherché dans le cadre de ce présent travail. Également, afin de compléter ces premières informations dites qualitatives, certains tests quantitatifs tel que la réalisation de tableaux croisés ont été réalisés. Toutefois, notre base de données étant composée d'un petit échantillon soit de 26 individus, les démarches dites quantitatives sont plus limitées et il en est de même pour les différents tests pouvant être effectués. Une grande partie de ce travail demeure descriptif. Finalement, c'est dans l'optique de documenter le mieux possible la pratique des plaidoyers de culpabilité ainsi que les expériences judiciaires personnelles des accusés qu'une méthodologie mixte a été privilégiée.

#### Profil sociodémographique des répondants

L'échantillon, pour la réalisation de ce travail dirigé, est composé de 26 individus de sexe masculin qui ont fait face à des accusations criminelles au Canada. Ces derniers sont nés entre 1942 et 1991, majoritairement au Canada (23/26). La moyenne d'âge est de 41 ans et la médiane est de 37 ans. De plus, quatre individus sont de minorités visibles, soit deux afro américains, un latino et un asiatique. Une majorité d'entre eux, soit 76.9% (20/26) sont célibataires ou divorcés, et les autres, soit 23% (6/26), sont conjoints de faits. La moitié de ces hommes, soit 13 individus, ou 50%, ont au moins un enfant. Deux d'entre eux, soit 7.7% ont un diplôme de niveau universitaire. Un total de 61.5% occupent un emploi, soit 16 individus. Les emplois sont variés, tel que fonctionnaire, psychologue, cimentier, chauffeur routier, vendeur et autres. Parmi les individus n'ayant pas pour occupation principale de travailler, un est aux études, soit 3.8%, et neuf d'entre eux, soit 34.6%, sont sur le chômage ou sur le bien-être social. Le revenu annuel des individus est divisé comme suit ;

**Tableau I : Répartition du salaire annuel des individus de l'échantillon**

<b>Salaire annuel</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Pourcentage cumulé</b>
<b>moins de 20 000\$</b>	<b>15.4%</b>	<b>15.4%</b>
<b>20 000\$ à 39 999\$</b>	<b>42.3%</b>	<b>57.7%</b>
<b>40 000\$ à 59 999\$</b>	<b>11.5%</b>	<b>69.2%</b>
<b>60 000\$ à 79 999\$</b>	<b>23.1%</b>	<b>92.3%</b>
<b>80 000\$ et plus</b>	<b>7.7%</b>	<b>100%</b>
<b>Totaux</b>	<b>100%</b>	

Plus de la majorité, soit 57.7% (15/26) des répondants, font un salaire annuel de 39 999\$ ou moins. Finalement, les hommes demeurent en très grande partie, soit à 88.4% (23/26), sur l'île de Montréal.

L'échantillon d'accusé étant relativement petit (n=26), il peut être intéressant de comparer l'âge des individus avec les statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada en 2011-2012 (<http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2013001/article/11804-fra.htm?fpv=2693#a3>, consulté le 15 mars 2015). Dans un premier temps, les hommes accusés au Canada en 2011-2012 étaient âgés lors de la commission de leur délit, de 44 ans et moins dans une proportion de 79.3% (228 310/288 085), et cette catégorie d'âge représente environ 80.8% (21/26) des hommes de l'échantillon de ce travail. Les jeunes de 18 à 24 ans sont surreprésentés dans les statistiques officielles en représentant près de 30% (85 666/288 085) des hommes accusés. Dans cette étude, ils représentent seulement 19.2% (5/26) de l'échantillon. Pour terminer, les hommes âgés de 45 ans et plus représentent, dans les données officielles, 20.8% (59 775/288 085) de la population totale, tandis que dans l'échantillon, ils représentent 19.2% (5/26) des hommes. En conclusion, la distribution de l'échantillon utilisé dans ce travail, sans être conforme à la population ayant eu des démêlés avec les tribunaux de juridiction criminelle pour adulte au Canada en 2011-2012, a quelques similarités pour ce qui est de l'âge des accusés. En effet, la distribution des hommes

est très semblable par rapport aux statistiques officielles sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada de 2011-2012.

#### Profil criminel des répondants :

Les individus de l'échantillon sont accusés de crimes assez divers tel que bris de condition, agression sexuelle, conduite avec facultés affaiblies, consommation de stupéfiants, délit de fuite, distribution de pornographie juvénile, possession simple, incitation à des contacts sur mineure, production de cannabis, voie de fait, vol à l'étalage, vol simple, vol qualifié, conduite dangereuse, séquestration, leurre informatique, possession en vue de trafic, entrave, prostitution, attouchement sur mineure, extorsion, violence conjugale, menaces ainsi de suite. On retrouve des crimes contre les biens et des crimes contre la personne, des crimes en lien avec les drogues, d'autres en lien avec des infractions au code de la sécurité routière, des bris de conditions ainsi que la présence de divers facteurs aggravants. Les chefs d'accusation sont variés et certains peuvent être qualifiés de graves, et d'autres de moins graves.

De manière générale, les peines totales risquées, c'est-à-dire que les répondants estimaient avoir en cas de procès, variaient entre quelques mois et 15 ans de prison. Les délits se sont majoritairement produits entre 2004 et 2014 (23/26). Dans les autres cas, un a eu lieu en 1997, un en 1994 et finalement le plus ancien date de 1969. Les délits ont majoritairement eu lieu à Montréal, soit dans 69.2% (18/26) des cas.

Le tableau suivant illustre certaines caractéristiques des répondants, en lien avec leur profil criminel :



**Tableau II : Informations sur le profil criminel des répondants**

Numéro de questionnaire	Année de naissance	Nombre de chefs d'accusation	Crime avec violence	Crime en lien avec la drogue	Présence d'antécédents criminels	Accusé ayant plaidé coupable
Q1	1979	1		X	X	X
Q2	1965	2	X		X	
Q3	1982	2	X		X	X
Q4	1981	1	X		X	X
Q5	1961	4	X			X
Q6	1967	1			X	X
Q7	1942	4	X		X	
Q8	1971	2		X		X
Q9	1979	3		X	X	X
Q10	1991	3			X	X
Q11	1989	2	X		X	
Q12	1980	2		X	X	X
Q13	1968	8	X		X	X
Q14	1987	3		X	X	X
Q15	1991	6	X		X	X
Q16	1980	8			X	X
Q17	1991	3	X	X		X
Q18	1956	4	X	X	X	X
Q19	1973	4	X	X		X
Q20	1965	4			X	X
Q21	1964	3	X			X
Q22	1984	3		X		X
Q23	1959	2	X		X	X
Q24	1960	2	X		X	X
Q25	1982	4		X	X	X
Q26	1978	2		X	X	X
<b>Totaux</b>			14 (53.8%)	11 (42.3%)	20 (76.9%)	23 (88.5%)

Parmi les 26 individus, 23 ont enregistré un plaidoyer de culpabilité et trois individus ont été trouvés coupables suite à un procès. De plus, les trois individus n'ayant pas plaidé coupable avaient commis des crimes contre la personne de nature assez violente, soit agression sexuelle ou infraction d'ordre sexuelle dans deux des cas et des menaces et voies de fait dans l'autre cas. Ainsi, dans un premier temps, ces résultats semblent tendre dans le même sens que ceux de Chen (2013), qui a soulevé que plus l'infraction reprochée est grave, moins l'accusé sera porté à plaider coupable. Toutefois, parmi les individus ayant enregistré un plaidoyer de

culpabilité, plusieurs avaient également commis des infractions sérieuses et il est ainsi impossible avec les données actuelles de soutenir la même chose que Chen (2013). La totalité des individus de notre échantillon n'ayant pas enregistré un plaidoyer de culpabilité avaient commis des infractions sérieuses avec au moins une victime directe.

## **9. Présentation des résultats et discussion:**

Afin de bien distinguer les différents résultats et discussions, trois sections sont présentées. Tout d'abord, on retrouve une section générale sur le plaidoyer de culpabilité, dans laquelle la prévalence de la pratique est abordée ainsi que les motifs décisionnels et les caractéristiques des causes des accusés ayant soit plaidé coupable ou non coupable. Une deuxième section est consacrée à la description des différents types de preuves, tant généraux que spécifiques, présents dans l'échantillon. Finalement, une troisième section démontre l'évaluation de la preuve faite par l'accusé ainsi que l'impact de celle-ci et de certaines variables sur la décision de plaider coupable.

### *9.1. Le plaidoyer de culpabilité*

#### *9.1.1. Prévalence*

Tout d'abord, dans le cadre de ce travail dirigé, il convient de souligner que le plaidoyer de culpabilité est la décision la plus fréquemment prise par les accusés. En effet, tel que mentionné précédemment, 23 accusés, soit 88.5% (23/26), ont fait ce choix. Ces résultats représentent bien la situation des tribunaux puisqu'il a été nommé que 70% à 90% des accusations criminelles au Canada entraînent l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité (Poirier, 1987). Conséquemment, trois individus n'ont pas plaidé coupable, mais ont plutôt été trouvés coupables suite à un procès. Ainsi, la totalité des répondants de l'échantillon ont, d'une façon ou d'une autre, été condamnés suite à des accusations criminelles au Canada.

#### *9.1.2. Motifs décisionnels et caractéristiques des causes des répondants ayant plaidé non coupable*

Dans un premier temps, il convient de décrire les causes des individus n'ayant pas enregistré de plaidoyer de culpabilité afin de bien saisir l'ensemble de l'échantillon. Dans les

trois situations, les accusés ne reconnaissent pas leur culpabilité et ont préféré amener leur cause en procès. Ces individus ont tous des antécédents judiciaires et ils ont commis des délits graves avec des victimes directes. Deux des accusés étaient en détention provisoire et le troisième était libre sous conditions lors des procédures.

De façon plus détaillée, dans la première cause, l'individu était accusé d'agression sexuelle et de séquestration. Il a plaidé non coupable, affirmant que la victime était consentante. La relation sexuelle était prouvée par ADN et l'accusé ne la contestait pas, affirmant que la preuve matérielle était sans faille. Il est toutefois d'avis qu'il n'a pas forcé la relation et que sa victime était en accord, malgré le témoignage contradictoire de cette dernière. La crédibilité du témoignage est tout de même qualifiée de bonne par l'accusé.

Dans la deuxième cause, l'homme est accusé d'agressions sexuelles intrafamiliales sur différentes victimes, soit ses enfants et sa nièce. Il ne reconnaît pas sa culpabilité concernant l'une des victimes et plaide non coupable. Les preuves disponibles sont des témoignages, dont la crédibilité est qualifiée de bonne par l'accusé.

Finalement, dans la dernière situation, l'accusé fait face à des chefs d'accusations de menaces et de voies de faits sur son ancienne conjointe et se dit innocent. La preuve disponible est constituée de deux témoignages, soit de la victime et de son nouveau copain, auxquels l'accusé accorde une faible crédibilité.

Ainsi, dans les trois causes, les différentes preuves sont qualifiées soit de sans faille, de bonne ou de faible. On retrouve des témoignages avec des crédibilités variables aux yeux des accusés. Malgré cela, dans les trois cas les accusés sont allés en procès et ont finalement été trouvés coupables.

#### *9.1.3. Motifs décisionnels et caractéristiques des causes des répondants ayant plaidé coupable*

Les causes des individus ayant plaidé coupable sont très variées, tel que mentionné précédemment. On retrouve des délits de faible gravité, tel que possession simple ou bris de conditions, mais on retrouve également des délits plus graves avec des victimes directes tel que complot de meurtre ou pornographie juvénile. Plus de la moitié des individus ayant plaidé

coupable, soit 73.9% (17/23), ont des antécédents judiciaires. La majorité des accusés soit 78.3% (18/23), ont passé un certain temps en détention provisoire, avant l'enregistrement de leur plaidoyer de culpabilité.

Plusieurs raisons ont été soulevées parmi les répondants ayant plaidé coupable pour justifier une telle décision comme le fait d'avoir été pris en flagrant délit, la force de la preuve, pour sortir de détention provisoire, parce qu'ils voulaient assumer leur geste, pour protéger quelqu'un, en lien avec la présence d'antécédents judiciaires, pour éviter la prison ou encore afin d'être stratégique. Certains accusés ont nommé plus d'une raison pour justifier leur choix et elles sont explicitées dans la base de données, selon les propos tenus par le répondant. Il est possible de soulever que la raison la plus souvent citée est la force de la preuve soit dans 56.5% (13/23) des cas, suivi par le fait d'avoir été pris en flagrant délit dans 30.4% (7/23) des cas. Ces résultats soutiennent ce qui a été dit dans plusieurs études à savoir que la force de la preuve est un élément déterminant dans la décision d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité (Borden et Basset, 1985 ; Chen, 2013 ; Gravel, 1991 ; Kramer, Wolbransky et Heilbrun, 2007 ; Poirier, 1987).

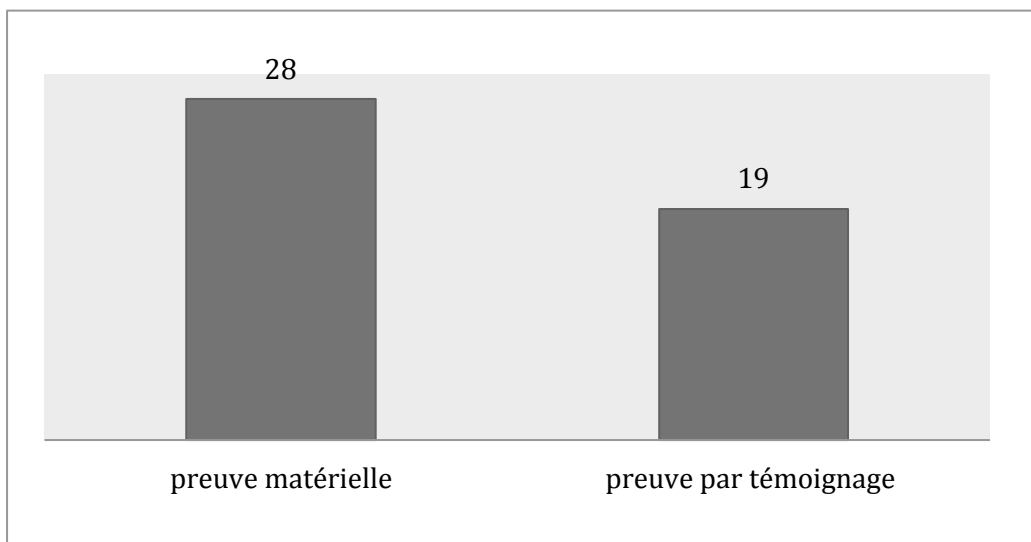
Pour poursuivre, il a été soulevé que la force de la preuve est un élément important dans la décision de l'individu de plaider coupable, mais on retrouve dans notre échantillon des types de preuves assez variés. Il est alors intéressant de distinguer les différents types de preuves tant généraux que spécifiques. C'est ce qui sera développé dans la prochaine section.

## *9.2. La preuve objective*

### *9.2.1. Par type de preuve*

Il est possible de détailler les différents types de preuve qui se retrouvent dans l'échantillon étudié. En effet, lorsque les différentes preuves matérielles sont regroupées, elles sont plus fréquemment utilisées que les preuves par témoignage. La distribution des deux grands types de preuves est la suivante ;

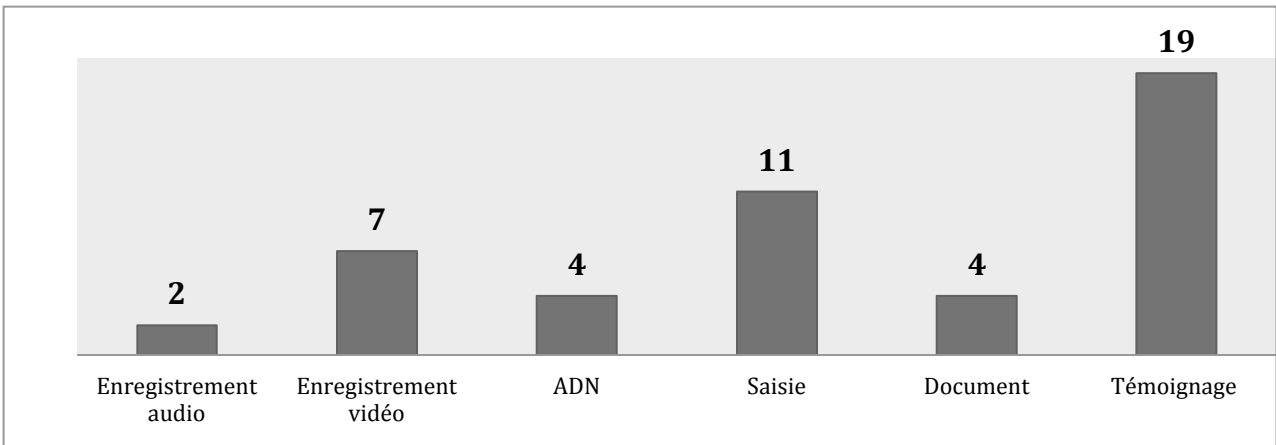
**Graphique 1 : Grands types de preuves dans les cas étudiés**



Une fois de plus, il est possible de constater que certaines causes impliquent plusieurs types de preuve matérielle puisque le nombre de preuve est supérieur au nombre de cause. Il faut toutefois mentionner que la preuve par témoignage, même si plusieurs éléments sont présents dans une même cause, ne sera représentée qu'une seule fois dans le graphique 1. Autrement dit, la présence de 19 preuves par témoignage signifie que 19 causes sur 26 sont composées d'au moins une preuve de ce type. Ce n'est pas le cas de la preuve matérielle dans le graphique 1, puisque différents types de preuve matérielle peuvent se retrouver dans une même cause. Il faut nommer que la majorité des preuves par témoignage consiste en des témoignages par des agents de l'ordre, soit des agents de sécurité ou des policiers. Dans les autres situations, il s'agit de témoignages effectués par des victimes, des voisins ou encore d'anciennes relations des accusés.

De manière plus spécifique, la distribution des preuves est la suivante :

**Graphique 2 : Types spécifiques de preuves dans les cas étudiés**



Le total étant de 47 différentes preuves, certaines causes impliquent nécessairement plusieurs types de preuve. En effet, c'est le cas dans 61.5% (16/26) des causes qui ont deux types de preuves ou plus, la moyenne étant de 1.8 types de preuve par cause et la médiane de deux. Le minimum est d'un type de preuve et le maximum est de quatre. Il est possible de dire que dans notre échantillon, une cause est généralement constituée de deux différents types de preuves spécifiques.

Également, il est possible de voir dans le graphique 2 que les informations données par des témoins sont le type de preuve le plus souvent utilisé lors d'accusations criminelles, parmi les types de preuve spécifique. Ce fait avait également été soulevé dans l'étude de Ask, Rebelius et Granhag (2008).

### *9.2.2. Par cause*

Ensuite, il est possible de documenter les différentes causes et les types de preuves constituant chacune d'entre elles. Pour ce faire, un recodage de variables a été effectué afin de regrouper les différents types de preuves matérielles dans une même catégorie, soit les preuves ADN, audio, vidéo, saisie et document. Le tableau suivant illustre la répartition des deux grands types de preuves selon les 26 causes de l'échantillon :

**Tableau III : Distribution des 26 causes en fonction des grands types de preuves**

	Preuve par témoignage		Totaux
Preuve matérielle	Non	Oui	
Non	0	5	5
Oui	7	14	21
Totaux	7	19	26

Il est possible de voir dans ce tableau que toutes les causes présentent au moins un type de preuve. De plus, 14 individus, soit 53.9%, ont au moins une preuve des deux types dans leur cause. On retrouve 21 causes (21/26), soit 80.8% avec au moins une preuve matérielle et 19 causes, soit 73.1% avec au moins une preuve par témoignage. Ainsi, il est possible de dire que la preuve matérielle est effectivement bien représentée dans l'échantillon, puisque seulement cinq causes n'en contiennent pas.

Les causes étant constituées d'un seul type de preuve demeurent assez variées en terme de gravité et seulement les preuves matérielles spécifiques par enregistrement audio ou par ADN sont toujours accompagnées d'un autre type de preuve. Autrement dit, dans les 12 causes où un seul type de preuve est répertorié, il peut s'agir soit de preuve par témoignage, de saisies, d'enregistrements vidéo ou de documents.

Si l'on regarde les cinq causes dans lesquelles il n'y a pas de preuve matérielle, on constate qu'il s'agit de crimes ayant impliqué de la violence. En effet, on retrouve deux vols qualifiés dont un avec une arme blanche, des attouchements sexuels intrafamiliaux, des menaces et voies de faits ainsi qu'un crime sexuel. Toutefois, l'inverse aussi est vraie c'est-à-dire que plusieurs crimes ayant impliqué de la violence sont prouvés à l'aide de preuve matérielle, tel que des agressions sexuelles, harcèlement criminel, complot de meurtre, voie de fait etc. Ainsi, ces résultats ne permettent pas de faire de lien entre le type de preuve soulevé dans une cause et le type de délit commis.

Dans la prochaine section, les perceptions des accusés quant aux différentes preuves seront soulevées dans le but de déterminer ce qui constitue une forte preuve à leurs yeux.

### *9.3. La preuve subjective et son impact sur la décision de plaider coupable*

#### *9.3.1. Évaluation de la preuve générale*

Tel que mentionné précédemment, certains accusés ont affirmé plaider coupable avec pour principale raison la force de la preuve, alors que d'autres ont nommé différentes raisons. Certains des accusés ont nommé plus d'une raison afin de justifier ce choix. Désirant porter une attention particulière à l'impact de la force de la preuve dans le cadre de ce travail, deux catégories ont été formées pour la réalisation du tableau suivant. On retrouve les individus ayant nommé la force de la preuve comme une des principales raisons pour enregistrer un plaidoyer de culpabilité, et les individus ne l'ayant pas fait, donc ayant donné une ou plusieurs autres raisons pour justifier leur décision. Le tableau sommaire suivant illustre la distribution des 23 causes selon les différentes raisons données pour plaider coupable et les types de preuves :



**Tableau IV : Distribution des causes selon les raisons données par les accusés pour justifier l'enregistrement de leur plaidoyer de culpabilité et les grands types de preuves**

Raisons données pour plaider coupable	Présence d'au moins une preuve matérielle	Présence d'au moins une preuve par témoignage	Totaux
Force de la preuve	oui	oui	8
		non	5
	non	oui	0
		non	0
Autre(s) raison(s)	oui	oui	5
		non	2
	non	oui	3
		non	0

Ce tableau met de l'avant la présence d'au moins un type de preuve dans toutes les causes étudiées. Tel que nommé précédemment, la force de la preuve est citée dans 56.5% (13/23) des causes comme justifiant la plaidoyer de culpabilité. De plus, dans la totalité des causes des individus ayant plaidé coupable en donnant la force de la preuve comme une des principales raisons, on retrouve au moins une preuve matérielle. Un total de 61.5% (8/13) de ces causes contenaient également une preuve par témoignage.

Dans la majorité des cas, soit 76.9% (10/13), où les individus ont enregistré un plaidoyer de culpabilité et ont soulevé la force de la preuve comme principale raison, il y a au moins deux preuves contre eux. Seulement trois individus ayant nommé l'importance de la force de la preuve ont un seul type de preuve contre eux et il est, dans tous les cas, matériel. Il

est possible de soulever de ces résultats que la preuve matérielle semble avoir un rôle important dans la perception des individus de ce qui constitue une forte preuve. En effet, tous les individus ayant soulevé la force de la preuve comme principale raison pour accepter d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité avaient la présence d'une preuve matérielle à leur rencontre dans leur cause. De plus, lorsqu'un seul type de preuve était présent, il était de type matériel. Dans ces dernières situations, il s'agit précisément d'un enregistrement vidéo dans un cas de vol de dépanneur et de deux cas de saisies dans des délits en lien avec les drogues. Dans ces trois cas, les accusés avaient des antécédents criminels. Il n'est pas possible de généraliser ces résultats, l'échantillon étant trop petit, mais il est possible de dire que la preuve matérielle est présente dans toutes les causes où la preuve a été qualifiée de suffisamment forte pour justifier d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité.

Lorsque d'autres raisons ont été nommées pour justifier le plaidoyer de culpabilité, la preuve matérielle est présente dans 70% (7/10) des situations et la preuve par témoignage est présente dans 80% (8/10) des cas. La moitié de ces causes sont constituées d'un seul type de preuve, soit 50% (5/10).

### 9.3.2. Évaluation de la crédibilité de la preuve selon le type

Afin de décrire ce qui détermine la force de la preuve aux yeux des accusés, il convient de voir la crédibilité accordée aux différentes preuves dans leur cause. Dans un premier temps, la crédibilité de la preuve en fonction des types généraux de preuves est soulevée, afin d'avoir un portrait global ;

**Tableau V : Crédibilité accordée à la preuve selon son grand type**

Types preuves	Crédibilité de la preuve		
	Sans faille	Bonne	Faible
<b>Matérielle</b>	17	9	1
<b>Témoignage</b>	11	5	3

Ces résultats établissent que 63% (17/27) des preuves matérielles sont dites avec une

crédibilité sans faille, 33.3% (9/27) avec une bonne crédibilité et 3.7% (1/27) avec une faible crédibilité. D'un autre côté, 58% (11/19) des preuves par témoignage sont dites avec une crédibilité de sans faille, 26.3% (5/19) avec une bonne crédibilité et 15.8% (3/19) avec une crédibilité faible. En conclusion, ces résultats mettent de l'avant que la crédibilité accordée à la preuve matérielle est légèrement plus forte que celle accordée à la preuve par témoignage. De plus, dans les deux cas, on remarque une certaine variance dans la crédibilité accordée à la preuve aux yeux des accusés, toutefois, celle-ci est plus prononcée lors de preuve par témoignage.

Dans un deuxième temps, il est possible de distinguer la crédibilité accordée aux différents types de preuves spécifique dans notre échantillon et c'est ce qui est illustré dans le tableau ci-dessous.

***Tableau VI : Crédibilité accordée par l'accusé à la preuve selon son type spécifique***

Types de preuve	Crédibilité de la preuve		
	Sans faille	Bonne	Faible
<b>Enregistrement audio</b>	-	2	-
<b>Enregistrement vidéo</b>	3	4	-
<b>ADN</b>	4	-	-
<b>Saisie</b>	9	1	1
<b>Document</b>	1	3	-
<b>Témoignage</b>	11	5	3

Il est possible de constater que la preuve par enregistrement audio est peu présente dans les cas étudiés dans ce travail dirigé. Dans les deux causes où c'est le cas, sa crédibilité est qualifiée de bonne. Spécifiquement, il s'agissait de prouver, par des écoutes téléphoniques, des crimes affiliés aux gangs tel que du trafic de stupéfiants et d'armes. Les deux individus concernés ont plaidé coupable, avec comme principale raison la force de la preuve. Il est possible de dire, dans le cadre de ce travail, qu'il n'y a pas de variance dans la crédibilité de la

preuve audio, étant toujours qualifiée de bonne.

Les enregistrements vidéos ont été utilisés dans 26.9% (7/26) des cas. La crédibilité de cette preuve est assez élevée aux yeux des personnes accusées, étant qualifiée de bonne ou de sans faille. Dans tous les cas, il s'agit d'enregistrements réalisés par des caméras de surveillance.

La preuve ADN est toujours qualifiée de sans faille dans les causes étudiées. Les cas qu'on retrouve dans ce travail sont un prélèvement après une relation sexuelle, un test d'urine pour prouver la consommation et deux tests d'alcoolémie pour prouver la conduite avec les facultés affaiblies. Malgré la force indéniable de cette preuve aux yeux de tous les accusés concernés, un de ceux-ci a plaidé non coupable. Ce dernier a été accusé d'agression sexuelle et sa cause a entraîné un prélèvement de substance corporelle pour prouver la relation sexuelle. Toutefois, l'accusé ne niait pas cette dernière. L'homme en question affirmait que la relation était consensuelle et reconnaît la validité de la preuve ADN. Ces résultats nous permettent ainsi d'affirmer que la preuve ADN est qualifiée, dans tous les cas étudiés, de très crédible chez les accusés et qu'il n'y a pas de variance dans sa crédibilité.

Les saisies sont un type de preuve utilisé assez fréquemment dans l'échantillon, soit dans 11 cas sur 26 (42.3%). Celles-ci consistent en des réquisitions de drogues, d'armes, d'argent ou d'ordinateurs. De manière générale, soit dans 81,8% (9/11) des cas, ce type de preuve est qualifié de sans faille. On peut toutefois soulever une certaine variance puisqu'un accusé qualifie la crédibilité de cette preuve comme étant bonne et un accusé la qualifie comme étant faible. Le répondant qualifiant la preuve de faible était accusé entre autres d'entreposage d'armes illégales. La saisie des armes servait à prouver ce type de délit, mais pour l'accusé les armes n'étaient pas illégales et il considère ainsi la crédibilité de cette preuve, dans sa cause, comme étant faible. Finalement, la crédibilité de cette preuve est généralement qualifiée de sans faille, mais on dénote une légère variance dans les perceptions des accusés.

Les documents sont utilisés en preuve à quatre reprises dans l'échantillon. Dans trois situations, il s'agit de photos incriminant le suspect et dans l'autre situation, il s'agit d'un

relevé téléphonique prouvant la tentative d'entrer en contact avec la victime. Une fois de plus, la crédibilité de cette preuve est élevée aux yeux des personnes accusées, étant qualifiée de bonne ou de sans faille. Ainsi, la variance de ce type de preuve est moindre.

Les témoignages sont souvent utilisés dans le cadre d'accusations criminelles, soit dans 73.1% (19/26) des cas à l'étude. Ce type de preuve est employé pour prouver toutes sortes de délits et peut provenir de plusieurs acteurs tel que des policiers, des témoins, des victimes, des voisins, des agents de sécurité ainsi de suite. Dans la majorité des causes étudiées, soit 63.2% (12/19), au moins un des témoignages provient d'un agent d'application de la loi, soit un policier ou un agent de sécurité. Il faut souligner que lorsque les victimes témoignent, sauf une exception, la crédibilité accordée à la preuve est moindre, soit qualifiée de bonne à faible. En effet, un seul accusé qualifie la preuve par témoignage de sans faille lorsque sa victime témoigne et ce dernier témoignage est accompagné de celui de policiers. De manière générale, il est possible de voir que la crédibilité de ce type de preuve varie puisque 57.9% (11/19) la qualifient de sans faille, 26.3% (5/19) de bonne et 15.8% (3/19) de faible. Autrement dit, il est possible de souligner une grande variance dans la crédibilité accordée à la preuve par témoignage. En effet, les résultats nous amènent à conclure qu'il s'agit du type de preuve dont la crédibilité est la plus variable, aux yeux des accusés.

En résumé, pour les principaux concernés, soit les accusés, la preuve la plus crédible, étant toujours qualifiée de sans faille et sans aucune variance, est la preuve ADN. La crédibilité, tant des preuves par saisie que des preuves par témoignage, peut être qualifiée de moindre. Ces derniers types de preuve sont les seuls à avoir des crédibilités plus variables, soit qui se retrouvent dans les trois catégories.

### *9.3.3. Lien entre l'évaluation de la crédibilité de la preuve et la décision de plaider coupable*

Afin de poursuivre, il semble intéressant de tenter de voir le lien entre l'évaluation de la crédibilité de la preuve et la décision de plaider coupable avec pour principale raison la force de la preuve.

On retrouve au moins une preuve sans faille dans 17 causes où l'accusé a plaidé coupable, soit dans 73.4% des cas (17/23). Parmi ces 17 causes, on retrouve 70.6% (12/17)

des individus qui ont nommé prendre cette décision avec pour principale raison la force de la preuve. Inversement, 29.4% des accusés ayant plaidé coupable et qualifié la crédibilité d'une des preuves à leur encontre comme étant sans faille n'ont pas nommé la force de la preuve comme raison justifiant leur plaidoyer de culpabilité. Bref, lorsque l'accusé qualifie la crédibilité d'une des preuves à son encontre, de sans faille, la force de la preuve justifie plus souvent qu'autrement son plaidoyer de culpabilité.

D'un autre côté, il y a trois causes où la crédibilité d'au moins une des preuves est qualifiée de faible. Dans une de ces situations, l'individu n'a pas plaidé coupable. En effet, une seule preuve était disponible contre lui et il s'agissait d'un témoignage dont il considérerait la crédibilité comme faible. Dans les deux autres situations, les individus nomment avoir hésité avant de plaider coupable et n'ont pas donné comme raison la force de la preuve. Ainsi, aucun des accusés, ayant au moins une preuve dans leur cause qu'ils qualifient de faible, n'ont amené la force de la preuve comme raison pour justifier leur décision.

Bref, il est possible de dire que, dans ce travail dirigé, la crédibilité accordée aux différents types de preuves tend à influencer la force de la preuve aux yeux des accusés, cette raison étant la plus citée pour justifier l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité.

#### *9.3.4. Impact de différentes variables sur l'évaluation de la preuve et les décisions de l'accusé*

Différentes caractéristiques, tant de la cause que de l'accusé, peuvent modifier les perceptions des individus quant aux différents types de preuves impliqués. Les aspects souvent nommés dans la littérature comme ayant un impact dans le cheminement judiciaire d'un accusé et qui sont discutés dans ce travail sont dans un premier temps le nombre de chefs d'accusation, ensuite les antécédents criminels et finalement le type de délit commis. Il convient toutefois de faire une mise en garde, notre échantillon était petit ( $n=26$ ) et d'autant plus le groupe d'accusés n'ayant pas plaidé coupable ( $n=3$ ), il est nécessaire d'être prudent dans l'interprétation des données.

Tout d'abord, tel que mentionné précédemment, le nombre de chefs d'accusation est parfois soulevé dans la littérature comme influençant l'accusé à enregistrer un plaidoyer de culpabilité. Nos résultats soulèvent que les individus n'enregistrant pas un plaidoyer de

culpabilité ont une moyenne de 2.6 chefs d'accusation à leur encontre, avec une médiane de 2. Les accusés qui plaident coupable ont une moyenne de 3.3 chefs d'accusation, avec une médiane de 3. Le nombre de chefs d'accusation varie de 1 à 8 dans les causes des accusés ayant plaidé coupable. En résumé, les individus ayant plaidé coupable ont, en moyenne, plus de chefs d'accusation contre eux. Conséquemment, ces résultats tendent vers ceux de l'étude de Husseman (2013), qui soulèvent que même s'il y a plusieurs chefs d'accusation, les accusés semblent vouloir en finir rapidement, étant préoccupés par le risque de subir un procès, et vont tout de même enregistrer un plaidoyer de culpabilité.

Également, les antécédents criminels sont parfois mentionnés dans la littérature comme ayant un impact sur la décision d'un accusé de plaider coupable aux accusations portées contre lui. Parmi les 26 accusés de l'échantillon, 20 d'entre eux, soit 76.9%, ont nommé avoir des antécédents judiciaires. Parmi ces derniers, on retrouve les trois (3) individus ayant eu un procès. Autrement dit, la totalité des individus de notre échantillon n'ayant pas plaidé coupable avaient des antécédents criminels. De plus, si l'on prend les 17 accusés ayant des antécédents criminels et ayant plaidé coupable, on peut comparer la principale raison donnée pour avoir enregistré un plaidoyer de culpabilité. La majorité des individus ayant plaidé coupable et ayant des antécédents judiciaires ont donné pour principale raison la force de la preuve. Ces résultats ressemblent beaucoup à ceux trouvés pour l'ensemble de l'échantillon dont la proportion était de 56.5% (13/23). Ainsi, les antécédents criminels ne semblent pas avoir influencer différemment la décision de plaider coupable ainsi que les perceptions quant à la force de la preuve en comparaison avec l'ensemble de la population étudiée dans ce travail.

Finalement, en ce qui a trait aux types de délits commis, peu d'études ont tenté de documenter cet aspect. Les causes des 26 accusés sont variées et il est possible de catégoriser leurs délits de multiples façons. Dans le cadre de ce travail, nous avons déjà soulevé que les trois individus n'ayant pas enregistré un plaidoyer de culpabilité avaient commis des infractions impliquant de la violence, mais que ce type de délit est également très présent chez les accusés ayant plaidé coupable. Conséquemment, nous ne sommes pas en mesure de lier la décision de plaider coupable avec le type de délit. De plus, nous avons mis de l'avant qu'il n'est pas possible de dire que le type de preuve employé et le type de délit commis sont liés.

En effet, les preuves matérielles se retrouvent tant dans les délits de violence que dans les autres types de délits et il en est de même pour la preuve par témoignage. La grosseur de notre échantillon ne permet pas d'approfondir ce facteur puisque les délits sont très variés. Il serait toutefois intéressant avec un plus grand échantillon de développer cet aspect intéressant de la pratique puisque les caractéristiques des différents types de délinquants pourraient influencer leurs diverses perceptions.

## **10. Intégration criminalistique et criminologie**

Tel que mentionné précédemment, ce travail dirigé a pour objectif de combiner deux domaines conjoints, deux sciences complémentaires soient la criminologie et la criminalistique.

D'un côté, la criminologie est une science multidisciplinaire qui traite de phénomènes déviants ou criminels, de ses manifestations, de ses différents acteurs, dont entre autres les victimes, les contrevenants, les policiers et les acteurs judiciaires ainsi que de la réaction sociale qui en découle, tel que les réponses de la communauté et les mécanismes de contrôle (Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada. 2012).

D'un autre côté, la criminalistique peut se décrire comme étudiant, via des voies scientifiques, les indices et les traces entourant les actes criminels. Cela peut se faire dans le but de servir pour une enquête ou pour un procès, ou alors dans un objectif plus large de renseignement et de prévention. En effet, il est pertinent de préciser que de manière générale, les traces peuvent servir à trois niveaux soit comme indice de source, indice d'action ou indice de renseignement. (Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada. 2012).

Ces deux définitions amènent à conclure qu'il s'agit de sciences effectivement distinctes, mais qui, dans la réalité, sont adjacentes. En effet, dans les deux cas, le phénomène criminel est au cœur des préoccupations et cela amène les spécialistes des deux domaines à travailler conjointement sur des sujets semblables et d'actualité. Il est possible d'avancer que la combinaison de connaissances criminologiques et criminalistiques permet aux chercheurs et aux professionnels un traitement encore plus complet de la question criminelle.

En ce sens, en ce qui a trait au sujet de ce travail dirigé, la littérature met de l'avant que



le plaidoyer de culpabilité constitue une très grande partie des accusations criminelles au Canada (Poirier, 1987). Il s'agit d'un sujet criminologique qui, de par sa grande fréquence, mérite un intérêt marqué de la part des chercheurs. Peu d'études récentes ont abordé ce sujet et encore moins ont pris en considération l'avis de l'accusé lui-même sur les facteurs influençant sa décision de plaider coupable.

Tel que mentionné précédemment, la force de la preuve est qualifiée comme très importante dans plusieurs décisions prises par différents acteurs dans le système de justice. Toutefois, cet élément est peu documenté dans la littérature et il en découle des questionnements non résolus tel que ce qui influence la perception de l'accusé quant à la force de la preuve dans sa cause. Le système judiciaire étant en constant mouvement, il convient de mettre à jour nos connaissances et ce régulièrement. Ainsi, tel que nommé, dû à l'avènement de plus en plus important de la preuve scientifique, entre autres des preuves matérielles lors d'accusations criminelles, le rôle de la criminalistique dans le système de justice canadien est en expansion. Il devient nécessaire d'en étudier les différents aspects. Se voulant intégratif, ce travail a pour principal objectif d'éclairer l'avis d'un acteur très important, soit l'accusé, par rapport aux différents types de preuve retenus contre lui, dont principalement les preuves matérielles, et finalement leur influence sur sa décision d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité.

Conséquemment, il est possible de dire que ce travail intègre des notions tant criminologiques que criminalistiques dans le but de documenter davantage une pratique très actuelles et fréquentes du système de justice canadien soit le plaidoyer de culpabilité. En effet, dans une optique criminologique, la preuve est souvent perçue de manière plus subjective, soit en lien avec les perceptions des individus à son égard et le contexte de la cause. D'un autre côté, la preuve peut généralement être perçue comme une donnée plus objective en criminalistique, le théorème bayésien venant toutefois nuancer ce propos. Ainsi, c'est en combinant des notions tant criminologiques que de criminalistiques qu'une compréhension plus complète de la pratique de négociation de plaidoyer de culpabilité peut être obtenue.

## 11. Limites et conclusion

Avant de conclure, il est important de soulever les différentes limites de cette étude. Dans un premier temps, il faut mentionner que le fait d'effectuer cette étude uniquement dans la grande région de Montréal peut avoir une influence sur les résultats obtenus. Le système de justice canadien s'étend sur un grand territoire et il peut y avoir des divergences dans les perceptions des individus d'un endroit à l'autre.

Également, il faut mentionner la grosseur de l'échantillon étudié, qui est moindre ( $n=26$ ). Il est toutefois possible de souligner certaines tendances et ainsi ouvrir le questionnement pour de futures recherches plus détaillées et à plus grande échelle.

Finalement, il convient de nommer qu'au moment de compléter le questionnaire, les individus avaient plaidé ou avaient été trouvés coupables aux accusations portées contre eux depuis déjà un certain moment, les délits ayant été commis entre 1969 et 2014. Conséquemment, leurs perceptions quant à la pratique de plaider de culpabilité et de la preuve disponible contre eux à l'époque peuvent avoir été influencés par plusieurs éléments arrivés entre temps. Autrement dit, il est possible que les délais entre la passation du questionnaire et les événements et éléments qui y sont rapportés aient influencé leurs opinions et leurs souvenirs. Il aurait été pertinent, dans le cadre de ce travail, que les accusés complètent le questionnaire immédiatement après la condamnation ou le plaider afin d'obtenir les perceptions réelles des accusés directement suite aux événements. Il faut toutefois tenir compte que la réalité de notre système de justice est particulière et les différents délais peuvent être importants et incontournables.

Pour conclure, malgré les limites énumérées ci-haut, considérant les ressources et le temps dont nous disposons, nous demeurons persuadées que ce travail souligne l'importance d'approfondir certains aspects en ce qui concerne une pratique non négligeable de notre système de justice au Canada, soit le plaider de culpabilité. Les résultats de ce travail permettent de documenter l'avis de l'accusé quant aux preuves retenues contre lui. Ainsi, il est possible de voir la place occupée par la preuve, en fonction de son type, dans la décision de l'individu d'enregistrer ou non un plaider de culpabilité.

Une fois de plus, il a été observé qu'une grande majorité des individus faisant face à des accusations criminelles enregistrent un plaidoyer de culpabilité, soit 88.5%. Parmi ces derniers, 56.5% soutiennent prendre cette décision avec pour principale raison la force de la preuve retenue contre eux. De plus, lorsque les individus qualifient la preuve de forte, il y a toujours au moins une preuve matérielle. Aussi, les résultats mettent de l'avant que la crédibilité accordée à la preuve matérielle est plus grande que celle accordée à la preuve par témoignage. Lorsque l'on observe différents facteurs, il est possible de soulever que le nombre de chef d'accusation ne semble pas influencer différemment l'individu lorsque vient le temps d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité, ni ses perceptions quant à la crédibilité des différentes preuves. Il en est de même pour les antécédents criminels et le type de délit commis. Le peu d'individus dans notre échantillon ne permet pas de généraliser ces résultats. Toutefois, il apparaît clairement que la preuve matérielle joue un rôle important dans la décision d'un accusé de plaider coupable puisqu'elle influence la force de la preuve, et que ce dernier élément est important dans la prise de décision. De plus, il s'agit d'un type de preuve avec une grande crédibilité aux yeux des accusés.

Également, les résultats de ce travail dirigé mettent de l'avant que beaucoup d'accusés enregistrent un plaidoyer de culpabilité considérant la preuve adverse comme importante dans leur décision. Autrement dit, contrairement à ce qui a été énoncé dans d'autres études, les raisons les plus souvent nommées pour plaider coupable ne concernent pas les délais, les coûts ou les rabais de sentence. En effet, les répondants ont plaidé coupable plus souvent qu'autrement parce qu'ils n'étaient pas en mesure de présenter une défense à la hauteur de la preuve adverse, considérant la force de la preuve comme trop importante.

Finalement, c'est en continuant d'élargir nos connaissances sur la pratique de négociations des plaidoyers de culpabilité et le rôle de la force de la preuve sur la décision de l'accusé, que nous éclaircirons des aspects de cette pratique. Conséquemment, les réformes à venir dans le domaine de la justice seront, espérons le, effectuées avec de plus grandes connaissances des enjeux sur le sujet. Il résulte de ce travail dirigé l'importance de la preuve matérielle et sa grande crédibilité aux yeux des personnes accusés. Ainsi, la pertinence de documenter davantage le rôle des différents types de preuves dans les décisions des accusés

dans le milieu judiciaire est mise de l'avant. Dans le but d'avoir un système de justice équitable qui est en mesure de gérer convenablement les divers types de preuves, il convient d'étudier rigoureusement et de manière constante les nouvelles réalités de cette pratique qu'est le plaidoyer de culpabilité.

## 12. Bibliographie

Anleu, S. R., & Mack, K. (2009). Intersections between in-court procedures and the production of guilty pleas. *Australian & New Zealand journal of criminology*, 42(1), 1-23.

Ask, K., Rebelius, A., & Granhag, P. A. (2008). The 'elasticity' of criminal evidence: A moderator of investigator bias. *Applied Cognitive Psychology*, 22(9), 1245-1259.

Bohm, R. M. (2006). "McJustice": On the McDonaldization of Criminal Justice. *Justice Quarterly*, 23(1), 127-146.

Bordens, K. S. (1984). The effects of likelihood of conviction, threatened punishment, and assumed role on mock plea bargaining decisions. *Basic and Applied Social Psychology*, 5(1), 59-74.

Bordens, K. S., & Bassett, J. (1985). The plea bargaining process from the defendant's perspective: A field investigation. *Basic and Applied Social Psychology*, 6(2), 93-110.

Brodeur, J. P. (1991). Quelques notes sur la réforme de la détermination de la peine au Canada. *Criminologie*, 24(2), 81-98.

Bushway, S. D., & Redlich, A. D. (2012). Is Plea Bargaining in the "Shadow of the Trial" a Mirage?. *Journal of Quantitative Criminology*, 28(3), 437-454.

Chen K.K.Y (2013). *The guilty plea process in the Hong Kong magistrates' courts* (Thèse de doctorat inédite). Université de Hong Kong

Commission canadienne sur la détermination de la peine (1987). Réformer la sentence : une approche canadienne ; Chapitre 13. Ottawa : Ministère de la justice.

Commission de réforme du droit du Canada (1975). Procédure pénale – Les poursuites pénales : responsabilité politique ou judiciaire. Ottawa : Ministère de la justice

Commission de réforme du droit du Canada (1989). Les discussions et ententes sur le plaidoyer. Ottawa : Ministère de la justice.

Ehrhard, S. (2008). Plea Bargaining and the Death Penalty: An Exploratory Study. *Justice System Journal*, 29(3), 313-325.

Euvrard, E. (2014). *Les négociations des plaidoyers de culpabilité: la pratique des avocats de la défense* (mémoire de maîtrise, Université de Montréal, Montréal). Repéré à <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/11016>

Frenzel, E. D., & Ball, J. D. (2007). Effects of individual characteristics on plea negotiations under sentencing guidelines. *Journal of Ethnicity in Criminal Justice*, 5(4), 59-82.

Fluet, C. (2010). L'économie de la preuve judiciaire. *L'Actualité économique*, 86(4), 451-486.

Gouvernement du Canada. (2014). *La loi sur la preuve du Canada (L.R.C. (1985), ch. C-5)*. Repéré à <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-5/>

Gregory, W. L., Mowen, J. C., & Linder, D. E. (1978). Social psychology and plea bargaining: Applications, methodology, and theory. *Journal of Personality and Social Psychology*, 36(12), 1521.

Herzog, S. (2003). The relationship between public perceptions of crime seriousness and support for plea-bargaining practices in Israel: a factorial-survey approach. *Journal of Criminal Law and Criminology*, 103-132.

Hesler, N. D. (2002). L'admissibilité des nouvelles théories scientifiques. *Revue du Barreau/Tome*, 62, 359.

Hollander-Blumoff, R. (1997). Getting to guilty: Plea bargaining as negotiation. *Harv. Negot. L. Rev.*, 2, 115.

Hussemann J.M. (2013). *Negotiating Justice : Defendant Perspectives of Plea Bargaining In American Criminal Courts* (Thèse de doctorat). Accessible par ProQuest Dissertations & Theses. (3589049)

Jodouin, A., & Sylvestre, M. E. (2009). Changer les Lois, les Idées, les Pratiques: Reflexions sur L'Echec de la Reforme de la Determination de la Peine. *C. de D.*, 50, 519.

JurisClasseur Québec – Droit pénal général. 2014. Fascicule 23-Preuve et procédure I. Déroulement de la procédure présentencielle.

Kramer, G. M., Wolbransky, M., & Heilbrun, K. (2007). Plea bargaining recommendations by criminal defense attorneys: Evidence strength, potential sentence, and defendant preference. *Behavioral sciences & the law*, 25(4), 573-585.

McCoy, C. (2005). Plea bargaining as coercion: The trial penalty and plea bargaining reform. *Crim. LQ*, 50, 67.

Ministère de la Justice du Canada. (2015). *Participation de la victime à la négociation de plaidoyer au Canada : Analyse de la recherche et de quatre modèles en vue d'une réforme éventuelle*. Repéré à [http://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/jp-cj/victim/rr02\\_5/p3.html](http://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/jp-cj/victim/rr02_5/p3.html).

Ministère de la sécurité communautaire et des Services correctionnels de l'Ontario. (2011). *Service privée de sécurité et d'enquête : lois provinciales et fédérales*. Repéré à [http://www.mcscs.jus.gov.on.ca/french/PSIS/BasicTesting/Guidedepreparationalexamenpourenqueteursprives/Loisprovincialesetfederales/PI\\_prov\\_fed\\_statutes\\_fr.html](http://www.mcscs.jus.gov.on.ca/french/PSIS/BasicTesting/Guidedepreparationalexamenpourenqueteursprives/Loisprovincialesetfederales/PI_prov_fed_statutes_fr.html)

Moston, S., Stephenson, G. M., & Williamson, T. M. (1992). The effects of case characteristics on suspect behaviour during police questioning. *British journal of criminology*, 32(1), 23-40.

Peterson-Badali, M., & Abramovitch, R. (1993). Grade related changes in young people's reasoning about plea decisions. *Law and human behavior*, 17(5), 537.

Peterson, J. L., Hickman, M. J., Strom, K. J., & Johnson, D. J. (2013). Effect of forensic evidence on criminal justice case processing. *Journal of forensic sciences*, 58(s1), S78-S90.

Piccinato, M.P. (2004). *La reconnaissance préalable de culpabilité*. Groupe de la coopération internationale – Ministère de la Justice du Canada.

Poirier, M. (2010). Confesser un homicide: le rôle de l'enquêteur et de la preuve (mémoire de maîtrise, Université de Montréal, Montréal). Repéré à <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/4768>

Poirier, R. (1987). La négociation des sentences du point de vue des avocats de la défense. *Criminologie*, XX (2), 57-68.

Renard, B. (2011). La technologie ADN dans la justice pénale: une illustration de la recomposition de l'action de la justice par la science, la technique et l'expertise?. *Droit et cultures. Revue internationale interdisciplinaire*, (61).

Taroni, F., & Mangin, P. (1998). L'interprétation de la preuve scientifique: Les juristes, les scientifiques et les probabilités. *Médecine & Droit*, 1998(30), 6-15.

Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada. (2012). *Juridictionnaire*. Repéré à [http://www.btb.termiumpplus.gc.ca/tpv2guides/guides/juridi/index-fra.html?lang=fra&lettr=ind\\_x\\_catlog\\_c&page=9R8UL0q5jyjA.html](http://www.btb.termiumpplus.gc.ca/tpv2guides/guides/juridi/index-fra.html?lang=fra&lettr=ind_x_catlog_c&page=9R8UL0q5jyjA.html).